

NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/C.4/178  
9 novembre 1950  
FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

Cinquième session  
QUATRIEME COMMISSION  
Point 21 de l'ordre du jour  
Question c)

RAPPORT SUR L'ETAT DES TRAVAUX  
du  
CONSEIL CONSULTATIF DES NATIONS UNIES  
pour le  
TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA SOMALIE  
SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

Note du Secrétariat. Les membres de la Quatrième Commission voudront bien trouver ci-joint le rapport sur l'état des travaux du Conseil consultatif des Nations Unies pour le Territoires sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, qui leur est communiqué en application de la décision prise par la Commission. Le rapport étudie les travaux du Conseil consultatif jusqu'au 31 juillet 1950.

# TABLE DES MATIÈRES

Chapitre	Paragraphes	Page
I - INSTITUTION, MANDAT, COMPOSITION, PRESIDENCE, SECRETARIAT ET SIEGE DU CONSEIL CONSULTATIF		
Institution	1	5
Mandat	2	5
Composition	3	5
Présidence	4	6
Secrétariat	5	6
Siège	6	6
II - APERCU DES PRINCIPAUX TRAVAUX DU CONSEIL CONSULTATIF		
Travaux et décisions du Conseil consultatif	7-17	8
Communications relatives au Territoire sous tutelle reçues d'organisations et de particuliers	18-20	11
Visites sur place	21-24	12
Rapports avec les habitants du Territoire et avec la presse	25-31	13
III - LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE ET LA POLITIQUE DU CONSEIL CONSULTATIF		
A. <u>La situation dans le Territoire sous tutelle</u> SITUATION POLITIQUE		
Ordre public	32-36	16
Administration du régime de tutelle	37-44	19
Législation et système judiciaire	45-50	22
Partis politiques	51-55	25
Visite de M. Brusasca, Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en Somalie	56-58	27
La situation aux frontières	59-62	29

Chapitre	Paragraphes	Page
QUESTIONS ECONOMIQUES; SOCIALES ET QUESTIONS RELATIVES A L'ENSEIGNEMENT		
Exposé de l'Administrateur sur la politique suivie	63	30
Situation économique	64-66	32
Nouvelle monnaie	67	33
Enseignement	68-70	34
<u>B. Politique du Conseil consultatif</u>		
Rapports trilatéraux	71	36
Relations avec l'Administration ita- lienne	72-75	37
IV - MEMORANDUM SOUMIS PAR LE REPRESENTANT DES PHILIPPINES	76-80	39

#### Annexes

I - Extraits de la résolution 289 A (IV) adoptée par l'Assemblée générale à sa 250ème séance plénière, le 21 novembre 1949	41
II - Exposé de S.E. l'Ambassadeur Giovanni Fornari, Administrateur de la Somalie sous tutelle italienne devant le Conseil consultatif à sa séance du 5 mai 1950	44
III - Demandes d'avis présentées par l'Autorité chargée de l'administration au Conseil consultatif	48
IV - Réponse aux demandes d'avis formulées par l'Adminis- trateur, M. l'Ambassadeur Fornari, devant le Conseil consultatif, le 5 mai 1950	50
V - Extrait du compte rendu analytique de la 5ème séance du Conseil consultatif, tenue à Mogadiscio, le 31 mai 1950	55
VI - Déclaration faite le 12 mai 1950 à la presse par Amin Rostem Bey, Président du Conseil consul- tif	57
VII - Description générale du Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne	62
VIII - Renseignements fournis par l'Autorité chargée de l'administration aux termes du projet d'accord de tutelle. Objet : Conseils de district.	71

- IX - Renseignements fournis par l'Autorité chargée de l'administration aux termes du projet d'Accord de tutelle. Objet: Résultats des consultations relatives à la composition du Conseil territorial auxquelles ont participé les représentants de la population somalie

## CHAPITRE I

### INSTITUTION, MANDAT, COMPOSITION, PRESIDENCE, SECRETARIAT ET SIEGE DU CONSEIL CONSULTATIF

#### Institution

1. L'Assemblée générale, à qui le traité de paix avec l'Italie avait remis le soin de régler le sort des anciennes colonies italiennes, a recommandé, le 21 novembre 1949, aux termes de la partie B de la résolution 289 A (IV) (voir annexe I), la création du Conseil consultatif.

#### Mandat

2. Le mandat actuel du Conseil consultatif figure dans la partie B de la résolution 289 A(IV) adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1949 et dans le projet d'accord de tutelle (T/456)<sup>1/</sup>.

#### Composition du Conseil consultatif

3. Conformément à la partie B de la résolution 289 A(IV), le Conseil consultatif se compose de trois représentants nommés respectivement par la Colombie, l'Egypte et les Philippines.

Les membres du Conseil ont constaté qu'il était extrêmement pénible de résider, de façon permanente, dans une région renommée pour son climat malsain, où les possibilités de logement sont rares et les conditions de vie difficiles, la "résidence d'été" la plus proche se trouvant à près de 1.000 kilomètres. Ils estiment donc qu'il conviendrait d'envisager sérieusement la désignation de suppléants ou la possibilité pour les représentants

---

<sup>1/</sup> Voir les Documents officiels de la cinquième session de l'Assemblée générale, supplément no 10 (A/1294).

de ne pas être tenus de résider de façon permanente à Mogdichou. La désignation de représentants suppléants exigerait une modification de la résolution adoptée par l'Assemblée générale.

#### Présidence

4. Le Conseil consultatif, lors de sa première séance tenue au Caire, a élu président Amin Rostem Bey, représentant de l'Egypte, qui est resté en fonctions jusqu'au 13 mai 1950, date à laquelle il est parti pour le Caire. M. E. de Holte-Castello (Colombie) a exercé les fonctions par intérim jusqu'au 25 mai, date à laquelle M. Talaat M. Ragheb, représentant de l'Egypte, a pris la présidence. Le 16 juin 1950, M. Manuel Escudero, représentant des Philippines, est devenu président.

Aux termes du règlement intérieur fixé par le Conseil consultatif lors de sa réunion du 3 avril, la présidence est occupée à tour de rôle par les représentants de l'Egypte, des Philippines et de la Colombie. Le président reste en fonctions deux mois, avec la réserve que le président qui se trouve en fonctions au début d'une session de l'Assemblée générale ou du Conseil de tutelle dont l'ordre du jour comporte une question intéressant directement le Territoire sous tutelle de la Somalie, reste en fonctions jusqu'à ce que la question ait été examinée pendant cette session.

#### Secrétariat

5. Le secrétariat attaché au Conseil consultatif comprend 21 membres dont 9 employés et gardes recrutés sur place, mais ni chauffeurs ni domestiques; il est dirigé par un Secrétaire principal.

#### Siège

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la partie B de la

résolution 289 A (IV) adoptée par l'Assemblée générale, le Conseil consultatif a établi son siège à Mogdichou.

Le secrétariat attaché au Conseil consultatif a établi son siège temporaire au "Lido" dans un camp qui contient dix bâtiments. Trois maisons adjacentes abritent la salle du Conseil et les bureaux, tandis que les autres servent d'habitation au Secrétaire principal et aux membres du secrétariat.

Cette installation temporaire a pour avantage de procurer au Conseil consultatif et au secrétariat d'assez bonnes conditions de travail. Le fait que les bureaux se trouvent dans un camp permet au siège des Nations Unies en Somalie d'exister en tant qu'entité distincte.

Par contre, l'inconvénient de l'emplacement est de tenir le Conseil consultatif quelque peu à l'écart du centre de Mogdichou. Le camp se trouve à plus de 2 kilomètres du centre de la ville, distance considérable sous le soleil équatorial qui frappe toute la journée sans moyens normaux de transport, ce qui n'empêche cependant pas de nombreux visiteurs et députations autochtones de se rendre au siège temporaire.

Comme le Conseil consultatif doit rester à Mogdichou dix ans, les membres du Conseil estiment qu'il serait souhaitable de fixer le siège au centre de la ville, dans des installations qui puissent se comparer à celles des principaux bâtiments de l'administration italienne. Cependant, il semble que dans l'état actuel des choses, le prix de location d'un immeuble convenable serait peut-être excessif et que la remise en état d'un des nombreux immeubles endommagés de Mogdichou serait exagérément coûteuse; en conséquence, la seule solution, pour remplacer convenablement le camp du Lido, paraît être la construction d'un nouvel immeuble au centre de la ville. Sur ce point, le Conseil se réserve le droit de présenter, par l'intermédiaire

de son Président, des suggestions à l'Assemblée générale.

## CHAPITRE II

### APERÇU DES PRINCIPAUX TRAVAUX DU CONSEIL CONSULTATIF

#### Travaux et décisions du Conseil consultatif

7. Lors de la première séance tenue au Caire, le 27 mars 1950, le Conseil consultatif a décidé d'assister à la cérémonie fixée au 1er avril 1950, au cours de laquelle l'autorité militaire britannique d'occupation devait transférer les pouvoirs à l'administration provisoire italienne. Comme, à l'époque, la date n'était que provisoire et pouvait être modifiée, le Conseil consultatif a décidé de se rendre à Mogdichou en passant par Nairobi. Il estimait qu'il ne devait pas se trouver à Mogdichou trop à l'avance de l'entrée en fonctions de l'administration italienne. L'arrêt à Nairobi devait lui permettre de partir pour Mogdichou immédiatement avant la cérémonie. Les membres du Conseil consultatif sont arrivés le 30 mars à Nairobi où ils ont appris que la date de la cérémonie était définitivement fixée au 1er avril. Le Conseil s'est rendu à Mogdichou le 31 mars par avion spécial.

8. A sa deuxième séance tenue à Alexandrie, le 29 mars 1950, le Conseil consultatif a étudié certains problèmes que posait sa présence à la cérémonie de transfert de Mogdichou. A l'unanimité, il a exprimé le vœu que, lors de la cérémonie de transfert des pouvoirs, le drapeau des Nations Unies soit hissé avec le drapeau italien.

Le Conseil consultatif a émis cet avis parce que l'Assemblée générale, à une majorité écrasante de 48 voix contre 5, avec 4 abstentions (résolution 325 (IV) du 15 novembre 1949) avait invité le Conseil de tutelle à recommander aux diverses Autorités chargées de l'administration de hisser le drapeau des Nations Unies dans tous les Territoires sous tutelle des Nations



Unies.

Pendant le voyage du Conseil consultatif, le 30 mars, l'accord n'a pu se faire au Conseil de tutelle sur une résolution qui donnait effet à la demande de l'Assemblée générale (il y eut en fait un scrutin nul de 5 voix contre 5, avec une abstention). Le Conseil consultatif a donc décidé de ne pas exiger le déploiement du drapeau des Nations Unies et, pendant la cérémonie, il a pris place au Palais du Gouvernement, sur un balcon distinct tendu du drapeau des Nations Unies.

9. A sa troisième séance, la première qu'il ait tenue à Mogdichou, le 3 avril 1950, le Conseil consultatif a adopté son règlement intérieur.

10. Lors de la quatrième séance, le 5 mai, la première qu'il ait tenue au siège temporaire du Lido, le Conseil consultatif a entendu une déclaration de l'Administrateur, M. l'Ambassadeur Fornari, sur les mesures prises par l'Administration provisoire de tutelle pendant le premier mois de l'administration italienne (voir annexe II).

11. Le 3 mai 1950, l'Autorité chargée de l'administration a adressé au Conseil une note demandant l'avis du Conseil sur la composition et le nombre des membres du Conseil territorial qui prévoit le projet d'accord de tutelle, les principes à suivre pour en choisir les membres et les langues véhiculaires à employer dans le Territoire. Le texte complet de cette note, qui a été distribuée aux membres du Conseil, figure ci-après en annexe III.

12. Le 17 mai 1950, M. E. de Holte-Castello (Colombie), en qualité de Président par intérim du Conseil consultatif, a adressé une première réponse aux demandes d'avis présentées par l'Administration italienne.

Dans cette réponse, dont le texte complet est reproduit en annexe IV, M. de Holte-Castello exprimait sa conviction que, sur cette question du Conseil territorial, l'étude de l'expérience acquise dans les pays où la vie

politique présente des aspects comparables permettrait de réduire le nombre des options. Ces études risquaient cependant d'avoir un caractère un peu théorique. Mais comme l'Autorité chargée de l'administration était en train de consulter les populations du Territoire sur ce point, les résultats de la consultation devraient permettre de porter un jugement beaucoup plus précis sur les solutions adoptées ailleurs. Quant à l'enseignement, l'autorité administrante n'approuvait pas l'adoption du somali comme langue écrite; l'emploi de l'arabe semblait préférable.

Le Secrétariat a rédigé des études destinées au Conseil consultatif sur les questions constitutionnelles et les problèmes d'enseignement.

13. A la cinquième séance, tenue le 31 mai 1950, le Conseil consultatif a officiellement approuvé la lettre contenant la première réponse adressée à M. de Holte-Castello, Président par intérim, à l'Administrateur de la Somalie. Les passages du compte rendu analytique de la séance qui ont trait à la question se trouvent ci-après en annexe V.

Le Conseil consultatif a été informé que le Gouvernement italien avait invité M. de Holte-Castello à se rendre en visite officielle à Rome et a chargé le représentant de la Colombie d'entreprendre le voyage en qualité de représentant du Conseil consultatif.

14. Quand M. Manuel Escudero, représentant des Philippines, est arrivé à Rome le 16 juin se rendant à Mogdichou, afin d'y exercer la présidence pour la période en cours, l'Administrateur, M. l'Ambassadeur Fornari, l'a invité à séjourner à Rome pour s'entretenir avec des personnalités gouvernementales sur un grand nombre de problèmes concernant le Territoire sous tutelle. M. Escudero a accepté l'invitation et est arrivé à Mogdichou le 6 juillet en compagnie de l'Administrateur et du représentant de la Colombie.

15. A la sixième séance, tenue le 12 juillet 1950, les représentants de la Colombie et des Philippines ont fait rapport au Conseil consultatif sur leurs visites à Rome et sur les entretiens qu'ils avaient eus avec de hauts fonctionnaires italiens sur l'évolution des populations somaliennes. M. de Bolte-Castello a également fait rapport sur les entretiens qu'il avait eus au Caire.

Le Conseil consultatif a étudié diverses communications que lui avaient adressées des particuliers et des représentants de tribus et d'organisations (voir la section suivante).

16. Lors de la septième séance, tenue le 16 juillet 1950, le Conseil a décidé de rédiger un rapport sur l'état de ses travaux depuis la séance d'inauguration tenue au Caire le 27 mars 1950, et de l'adresser au Secrétaire général.

17. Lors de la huitième séance, tenue le 3 août 1950, le Conseil a adopté son projet de rapport (A/AC.33/W.24/Rev.1).

Communications relatives au Territoire sous tutelle reçues d'organisations non gouvernementales ou de particuliers

Communications adressées au Conseil consultatif

18. Les communications qui ne contiennent pas spécifiquement de demande de décision par le Conseil consultatif sont transmises, conformément à l'article 45 du règlement intérieur du Conseil, au Secrétaire général qui les soumettra au Conseil de tutelle.

Pour les communications qui exigent une décision spécifique du Conseil consultatif, l'Administration italienne a été invitée à présenter ses commentaires. A la date du 27 juillet, le Conseil avait reçu et examiné certaines communications de cet ordre. L'une de ces communications, portant sur la

question des frontières, le Conseil a décidé de la renvoyer au Secrétaire général qui la communiquera aux Etats Membres selon qu'il le jugera utile.

Communications adressées à d'autres organes des Nations Unies

19. Une communication était adressée au Président du Conseil de tutelle. Elle a été transmise au Secrétaire général.

Communications dont le Conseil consultatif a seulement reçu copie

20. Les représentants siégeant au Conseil consultatif ont pris acte de ces communications; en certains cas, divers représentants ont procédé à une enquête officieuse.

Visites sur place

21. Depuis l'entrée en fonctions du Conseil consultatif sur le territoire, les conditions atmosphériques ont, pendant assez longtemps, rendu difficiles les visites sur place entraînant des déplacements sur de longs parcours routiers. Pendant la saison des pluies, les chemins sont pratiquement fermés à la circulation routière sur de grandes distances.

Néanmoins, les membres du Conseil se sont rendus en certains points intéressants au voisinage de Mogdichou et même, comme on le verra plus loin, à des endroits situés assez avant dans l'intérieur du pays.

22. Accompagnés de fonctionnaires de l'Autorité chargée de l'administration, les représentants ont visité à 20 kilomètres environ de Mogdichou la grande exploitation agricole, dirigée par la Società Agricola Italo-Somalo, qui est située dans le Villaggio del Duca d'Abruzzi. Cette exploitation où est produite et raffinée la plus grande partie du sucre consommé dans le Territoire, est la plus vaste et la plus ambitieuse du Territoire. Le Conseil a également visité les villages établis le long de la rivière Webbi Shebelle, qui coule parallèlement à la côte à 20 kilomètres environ de Mogdichou, ainsi que certains points situés le long de la côte au sud de Mogdichou.

23. Au cours du voyage que M. Brusasca, Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères d'Italie, a fait dans le Territoire, du 25 mai au 10 juin, le représentant de la Colombie, seul présent à Mogdichou pendant une partie de son séjour, a effectué avec lui certains déplacements assez longs pendant lesquels ils ont visité Afgoi, Villagio Duca d'Abruzzi, Bulo Burti, Belet Uen, Fer Fer et Gallacchio.

Lorsque M. Talaat M. Ragheb (Egypte) est arrivé à Mogdichou, M. Brusasca l'a aussi invité à l'accompagner pendant un certain nombre de visites.

M. Manuel Escudero (Philippines) était absent de Mogdichou pendant la visite de M. Brusasca.

24. A Fer Fer, le représentant de la Colombie a été particulièrement frappé par les difficultés que les frontières provisoires actuelles avec l'Ethiopie ont créées en certains endroits. A Fer Fer, ce sont les habitants de la Somalie qui en pâtissent, le seul puits du village se trouvant à huit mètres au-delà de la frontière éthiopienne, si bien que l'accès en est interdit aux gardiens de troupeaux de Somalie, alors que le puits le plus proche en territoire somali se trouve assez éloigné.

#### Rapports avec les habitants du Territoire et avec la presse

25. Les représentants du Conseil consultatif, accompagnés parfois de membres du secrétariat, ont reçu la visite de personnes appartenant à tous les groupes et à toutes les couches de la population somalie, ainsi qu'aux communautés arabe et indienne, à leur résidence, l'hôtel Croce del Sud, ainsi que dans leurs bureaux du Lido. De plus, ils ont assisté aux réunions, fêtes et cérémonies d'anniversaire, de divers groupements, et de toutes les factions politiques soit à Mogdichou, soit en d'autres lieux de la Somalie qu'ils ont visités.

26. De cette manière, ainsi que pendant les voyages sur place, les représentants du Conseil ont établi des relations amicales et cordiales avec les habitants du territoire. On peut citer un exemple frappant des résultats de cette politique: le 12 mai, dans la Chambre du Conseil, le représentant de l'Egypte, Amin Rostem Bey, a réuni les représentants des partis politiques importants et les a persuadés de s'engager solennellement à ne pas agir sans se consulter mutuellement (voir annexe XII). M. Talaat K. Ragheb, représentant de l'Egypte, a continué la politique de son prédécesseur, qui consiste à entretenir d'étroites relations avec les habitants autochtones.

27. Les habitants de la Somalie et l'administration italienne ont fait très bon accueil à cette politique. Ils ont eu de plus en plus recours à l'influence conciliante que peuvent exercer les représentants au Conseil.

28. Les communications que le Conseil a reçues d'organisations non gouvernementales ou de particuliers, au sujet du Territoire sous tutelle, sont traitées dans le présent chapitre, aux paragraphes 18 à 20.

29. Il n'existe qu'un seul quotidien pour toute la Somalie, le Corriere della Somalia. Ce journal est publié par l'administration, et le directeur en est un fonctionnaire italien. En plus du texte italien, chaque numéro contient une colonne en arabe.

Pendant les deux premiers mois où le Conseil se trouvait en Somalie, il existait un hebdomadaire, le Nuovo Giornale, publié par les autorités catholiques, mais la publication en a depuis été interrompue. C'était un journal bien informé, qui contenait de très bons articles écrits par des personnalités locales. Il existe aussi un hebdomadaire militaire.

On peut se procurer un très grand nombre de journaux italiens, mais aucun ayant des opinions radicales. Les journaux des autres pays ne sont pas en vente.

30. Quelques journaux italiens ont des correspondants à Mogdichou, le journalisme n'étant pour la plupart d'entre eux qu'un à côté de leur profession normale. Reuters a un correspondant en Somalie. A part Reuters, aucune agence étrangère n'est représentée de façon permanente en Somalie. Le compte rendu de certains événements, tels que le transfert de l'administration du Gouvernement britannique au Gouvernement italien, la visite du Sous-Secrétaire d'Etat Brusasca, etc., a été donné par des correspondants spéciaux d'agences et de journaux italiens envoyés spécialement à Mogdichou. Un correspondant du New York Herald Tribune a visité la Somalie.

Les communiqués de presse publiés par le Conseil consultatif pendant la période étudiée ont été reproduits in extenso par le Corriere Della Somalia, qui a toujours mis en vedette les déclarations officielles et officielles des membres du Conseil consultatif. Il est très regrettable toutefois que la presse des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies n'ait pas suivi de plus près la grande expérience tentée en Somalie.

31. Entre le 7 avril et le 27 juillet 1950, le secrétariat a publié quatorze revues de presse, contenant des traductions de documents et de commentaires intéressants parus dans la presse locale, ainsi que des traductions d'extraits de commentaires et d'opinions parus dans la presse italienne.

### CHAPITRE III

#### LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE ET LA POLITIQUE DU CONSEIL CONSULTATIF

##### A. La situation dans le territoire sous tutelle 2/

##### SITUATION POLITIQUE

##### Ordre public

32. Le Conseil consultatif n'est pas en mesure de citer, en ce qui concerne le maintien de l'ordre public, des faits et des chiffres officiels qui pourraient donner une idée de l'atmosphère politique. Naturellement, le Conseil s'est fait une opinion, par les contacts quotidiens qu'il a avec la population de Mogdichou et grâce aux observations qu'il y a faites, le peuple de la capitale comprenant des représentants de la plupart des groupes ethniques du territoire; il s'est aussi inspiré des entrevues avec les membres de l'administration, des impressions recueillies au cours de voyages, des articles de presse et enfin des déclarations de divers membres de la collectivité qui lui ont soumis des réclamations, présenté des demandes ou offert des suggestions.

33. Comme impression générale, il semble certainement que la sécurité publique se soit améliorée, particulièrement à Mogdichou et que la tension qui atteignait son maximum dans le territoire au moment de l'entrée en fonction de l'administration provisoire de tutelle, ait sensiblement diminué. Le comportement des troupes de l'Administration, des carabinieri et de la police somalie est correct et elles entretiennent de bons rapports avec la population.

2/ On trouvera à l'annexe VII une description détaillée de la vie politique, économique et sociale dans le territoire.



34. Comme il a été dit ci-dessus (chapitre II, paragraphes 18 à 20), le Conseil consultatif a reçu un grand nombre de réclamations verbales ou écrites, ou de copies de lettres de réclamation qu'avaient adressées à l'Administration, soit des particuliers, soit des représentants d'un certain parti politique, la Ligue de la jeunesse somalie, soit encore d'autres groupes. Dans l'ensemble voici quels étaient les arguments de ces réclamations:

a) A Baidoa, des particuliers ont été attaqués et des troubles graves ont éclaté, soit à l'instigation des autorités, soit à cause de leur négligence; il y a eu des victimes et des dommages.

b) Les Somalis, qui se sont notoirement opposés à la domination italienne avant le 31 mars 1950, ne bénéficient pas de la protection totale de l'Administration italienne; certaines mesures discriminatoires, prises par des fonctionnaires italiens, constituent de véritables représailles de l'assassinat en Somalie, le 11 janvier 1948, d'un certain nombre d'Italiens, au cours d'une sorte de "vêpres siciliennes"; on a arrêté certaines personnes sans mandat d'arrêt ou sans leur donner connaissance de l'accusation qui était portée contre elles, et nombreux sont les détenus qui n'ont pas été jugés.

c) Sur le plan politique, des mesures discriminatoires sont appliquées aux membres de la Ligue de la jeunesse somalie, tant lorsqu'il s'agit de recruter des fonctionnaires que d'engager du personnel pour les travaux publics, et les chefs de la Ligue se sont vu refuser l'accès des bureaux de l'Administration italienne ou imposer une attente indûment prolongée.

35. D'après leurs observations personnelles et le supplément d'information qu'ils ont pu recueillir auprès de particuliers et de fonctionnaires, les membres du Conseil consultatif ont acquis le sentiment qu'un certain nombre de ces réclamations étaient exagérées et ne s'appuyaient sur aucune preuve, et que quelques-unes des accusations étaient dictées chez certains par la malveillance ou le parti-pris anti-italien. De plus, il faut se souvenir que pendant près de dix ans, c'est la procédure pénale britannique qui est demeurée en usage. Aujourd'hui, l'autorité chargée de l'administration a remis en vigueur la procédure pénale italienne et il est probable que certaines personnes auxquelles il a fallu appliquer cette procédure et qui ne comprennent pas la différence entre les deux systèmes, s'en prennent sans raison aux nouvelles méthodes.

36. D'autre part, les représentants au Conseil consultatif ont eu l'impression que certains des arguments invoqués dans les réclamations n'étaient pas entièrement dénués de fondement. Par exemple, le Conseil n'ignore pas qu'il s'est produit à Baidoa et ailleurs des troubles civils entre diverses factions indigènes; aucune tentative n'a été faite pour dissimuler le fait et la presse a fait état de ces désordres. Deux camions chargés d'hommes et d'enfants, qui se disaient être réfugiés de cette région, se sont présentés plus d'une fois aux portes du siège du Conseil. Il est évident que le Conseil n'a pas les moyens de s'assurer de l'étendue de ces troubles ni de leur origine.

Le Conseil est absolument convaincu que l'Administration, en la personne de son chef, M. l'Ambassadeur Fornari, fait tout ce qui est en son pouvoir pour instruire toutes les plaintes de bonne foi, dans un esprit d'équité et en s'efforçant de porter remède à tout abus reconnu.

### Administration du Régime de tutelle

37. Au cours des premières semaines, les autorités italiennes ont surtout dû s'adapter au cadre administratif établi par les autorités britanniques d'occupation et apporter à l'administration militaire aussi bien que civile les modifications qui s'imposaient pour pouvoir appliquer les méthodes de travail et les principes administratifs italiens. A son retour de Rome, l'Administrateur a, le 7 juillet, porté à la connaissance de l'Administration des plans de réorganisation de l'administration du régime de tutelle. Selon ces plans, l'Administration devrait être articulée de la manière suivante:

Le cabinet de l'Administrateur, le cabinet du Secrétaire général et un certain nombre de divisions: affaires internationales; intérieur; personnel et affaires générales; finances; agriculture et zootechnie; industrie, commerce intérieur et travail; monnaie et commerce extérieur; affaires judiciaires et législatives; santé et instruction publique; travaux publics et communications; presse; comptabilité et enfin le bureau d'études et de statistique.

Ce système, qui diffère beaucoup du précédent, présente cela de particulièrement intéressant qu'il est conçu de toute évidence comme devant servir de base pour l'organisation ministérielle du futur Etat indépendant de Somalie.

38. L'Administrateur a fait savoir au Conseil consultatif qu'il a l'intention "de créer des conseils de districts afin de permettre aux autorités locales (commissaires de district) de l'Administration italienne de profiter des conseils d'un organe consultatif, ce qui aurait pour effet de resserrer la collaboration entre la population autochtone et l'Autorité chargée de l'administration et aussi bien d'encourager en même temps le

progrès politique de la population". Il a déclaré qu'il avait rédigé à ce sujet une circulaire qu'il comptait envoyer à tous les commissaires de district et de province, et il en a communiqué le texte au Conseil afin que les représentants puissent en prendre connaissance avant qu'elle ne soit distribuée. Le texte de cette circulaire figure dans l'annexe XIV au présent rapport.

39. L'Autorité chargée de l'administration a sollicité l'avis du Conseil consultatif (voir chapitre II, paragraphe 11) au sujet de la composition et du nombre des membres du conseil territorial dont le projet d'accord de tutelle prévoit la constitution. Dans sa réponse (chapitre II, paragraphes 12 et 13, et annexe IV), le Conseil a déclaré qu'à son avis, l'étude des solutions adoptées dans d'autres territoires, si théorique fut-elle présenterait sans aucun doute un certain intérêt et qu'on pourrait mieux en apprécier la valeur pratique quand on connaîtrait les résultats de l'enquête que l'Autorité chargée de l'administration effectuait à ce sujet parmi les populations du Territoire.

L'Autorité chargée de l'administration a maintenant fait connaître au Conseil les résultats de ses consultations avec les représentants des populations du Territoire; le texte intégral du rapport que l'Autorité chargée de l'administration a adressé au Conseil figure à l'annexe IX ci-jointe.

40. En remettant son rapport, l'Autorité chargée de l'administration a signalé que les fonctionnaires avaient eu beau souligner aux populations l'importance considérable que revêtait la consultation, parce que c'était la première fois où les autochtones participaient à l'étude de questions qui intéressaient le territoire tout entier, certains éléments de la

population qui avaient été consultés n'en avaient néanmoins pas compris le caractère du régime que l'on voulait instaurer ni, par conséquent, le sens et l'importance du conseil territorial.

Il apparaît que la population a réagi de manière très variée, manifestant aussi bien parfois une indifférence totale que d'autres fois un enthousiasme irréfléchi: ce genre d'enthousiasme s'est révélé, par exemple, quand on a proposé que le Conseil soit composé de 400 à 700 membres et débattenne tous les différends sans importance qui surviennent chaque jour entre les tribus.

41. Cependant, l'Autorité chargée de l'administration signale qu'un grand nombre des personnes interrogées, et non pas seulement les plus éminentes, ont parfaitement compris la valeur du référendum et se sont déclarées satisfaites en leur nom personnel et au nom de la collectivité qu'elles représentaient de voir que l'Administration les avait consultées et qu'elle était disposée à leur donner voix au chapitre quand il s'agissait de questions les intéressant.

L'idée de créer un conseil qui constituerait un lien de plus entre l'Administration et la population a été favorablement accueillie. On a généralement convenu que ce Conseil ne devrait pas compter trop de membres; certains ont jugé qu'il devrait comprendre un représentant de chaque district du Territoire, c'est-à-dire 22 membres en tout. Par contre, d'autres personnes consultées ont douté qu'un seul membre pût représenter comme il convient des districts où la population est mélangée.

42. Quant aux méthodes de choix des représentants, les partis politiques ont soutenu que c'était parmi leurs membres qu'il fallait opérer ce choix, puisque, selon eux, c'est au sein des partis politiques que l'on rencontre

les éléments les plus progressistes de la population. D'un autre côté, les chefs et les notables ont fait remarquer que les trois quarts de la population vivent dans la brousse et entretiennent peu de rapports avec les partis politiques. De plus, il est admis qu'il y a parmi les chefs de tribu de nombreuses personnes très cultivées, qui connaissent bien leur peuple et qui exercent sur lui une profonde influence.

L'idée d'instaurer un système d'élections par suffrage a été rejetée à l'unanimité, étant donné le manque général d'instruction et de formation politique de la population.

Il semble presque unanimement admis qu'au début tout au moins, il ne faudra pas faire représenter à part au conseil les intérêts économiques autochtones.

43. Personne n'a soulevé la question de la limitation des pouvoirs discrétionnaires de l'Administrateur pour le choix des membres du conseil. Toutefois les commissaires de district ont clairement indiqué aux personnes qu'ils ont consultées que, même si l'Administrateur jouissait d'une liberté complète de choix, il entendait tenir compte des vœux de la population.

44. En certains endroits, la population a été toute prête à désigner ses représentants, tandis qu'ailleurs elle a exprimé le souhait de voir le commissaire de district choisir un nom sur une liste présentée par la population.

#### Législation et Système judiciaire

45. En matière de législation et d'administration de la justice, la situation dans le Territoire, jusqu'au 1er avril 1950, était la suivante: dans les affaires civiles et commerciales, le jugement était rendu, selon

la loi italienne, par le juge du Territoire, qui est Italien, et selon la loi coranique et le droit coutumier par les cadis. En matière pénale, on appliquait le code pénal italien, modifié conformément aux proclamations de l'administration britannique. Cependant, les Britanniques avaient institué un nouveau système de tribunaux criminels qui appliquaient la procédure pénale britannique.

46. Le 1er avril 1950, l'Autorité chargée de l'administration a publié une première proclamation déclarant que l'Italie avait assumé la charge de l'administration du Territoire et qu'elle s'engageait à s'acquitter de cette mission conformément aux dispositions, aux principes et à l'esprit de la Charte des Nations Unies. Les droits de l'homme, les libertés fondamentales et l'égalité complète devant la loi, sans distinction de race, de sexe ou d'opinion politique ou religieuse, étaient garantis conformément aux principes consacrés dans la Constitution et la législation de la République italienne. En attendant la promulgation de nouveaux règlements, la législation actuelle devait, dans toute la mesure où elle était compatible avec les principes du régime de tutelle, demeurer en vigueur dans le Territoire.

47. L'ordonnance n° 5 du 19 avril, dont l'entrée en vigueur était reportée rétroactivement au 1er avril, a abrogé les dispositions de diverses proclamations britanniques. Ces proclamations avaient, entre autres, mis en vigueur la procédure britannique pour le traitement des délinquants âgés de 8 à 13 ans, donné une compétence nouvelle aux tribunaux des cadis et instauré un nouveau régime de tribunaux criminels. En attendant que soient promulguées de nouvelles ordonnances judiciaires conformes aux dispositions du régime de tutelle, ces dispositions ont été remplacées par celles de l'ancien régime italien et notamment par les dispositions de

l'ordonnance judiciaire n° 1638 approuvée par décret royal du 20 juin 1935.

48. Par ordonnance (n° 29) en date du 8 juin, l'Administrateur a accordé dans certains cas une remise, dans d'autres une réduction de peine, aux personnes condamnées à une peine d'emprisonnement sur le Territoire avant le 1er avril 1950. Par ordonnance (n° 40) en date du 17 juillet, il a amnistié toutes les personnes emprisonnées sur le Territoire pour des délits politiques qui y avaient été commis pendant ou après le transfert des pouvoirs et jusqu'à la date de l'ordonnance. Cette amnistie ne constitue pas seulement une mesure de pacification intérieure, mais elle reflète l'esprit dans lequel l'Autorité chargée de l'administration entend s'acquitter de sa mission, et c'est ainsi qu'on l'a comprise.

49. Les ordonnances n° 14 à 19 des 16 et 18 mai, sur lesquelles le présent rapport s'étendra plus longuement au paragraphe 67 ci-dessus, ont institué un nouveau régime monétaire. Cette mesure a une très grande portée politique, puisque, pour la première fois, elle donne à un Territoire sous tutelle une monnaie qui lui est propre, ce qui constitue sans aucun doute un des fondements principaux de sa souveraineté future.

Cette nouvelle monnaie porte une inscription en arabe et en italien.

50. Il a été promulgué un certain nombre d'autres ordonnances, dont quelques-unes sont très récentes et que le Conseil consultatif n'a pas encore été en mesure d'étudier en détail. Elles traitent de questions très diverses, telles que le paiement de l'arriéré de solde aux soldats démobilisés, le contrôle des changes, le contrôle des loyers, la désignation d'assesseurs en Cours d'assises, les assurances pour les compagnies de transports publics, la désignation d'un contrôleur des prix, les déclarations d'impôt, les assurances sociales, etc.



### Partis politiques

51. Il est difficile d'évaluer l'influence des partis politiques.

Il existe dans le Territoire deux groupements principaux, la Ligue de la jeunesse somalie et ses sympathisants d'une part, et les partis qui composent la Conférence somalie d'autre part. Au programme de la Ligue de la jeunesse somalie, qui a été fondée en 1943, sont inscrites l'amélioration de la situation économique et sociale du pays et son indépendance; la Ligue s'est opposée à la tutelle italienne et elle tend vers le nationalisme intégral. La Conférence somalie a un programme très voisin, mais elle veut œuvrer pour l'indépendance du Territoire sous la tutelle italienne; ce groupement est plus conservateur que la Ligue.

D'après les déclarations faites à la Commission d'enquête des Quatre Puissances en 1948, la Ligue de la jeunesse somalie compte environ 93.000 membres et 300.000 sympathisants, tandis que la Conférence a 180.000 membres et 360.000 sympathisants. Ce qui veut dire qu'à eux deux, ces partis revendiquent, comme membres actifs, près d'un tiers de la population et, comme partisans, deux tiers de cette population. Par contre, les autorités britanniques ont estimé que ces deux partis comptaient ensemble, en 1949, environ 110.000 membres actifs.

52. Il semble d'après certains signes que depuis l'entrée en vigueur du régime provisoire de la tutelle italienne, il se soit produit parmi le peuple une recrudescence d'intérêt pour les partis politiques, ce qui s'expliquerait par l'avènement prochain de l'indépendance.

53. Pour autant que l'on sache, la Conférence, la collectivité arabe et les autres groupements minoritaires sont satisfaits de l'état de choses qui existe depuis le 1er avril 1950. Aucune des organisations qui les composent n'a adressé de plainte au Conseil.

54. La ligue de la jeunesse somalie a été créée en 1943. Les chefs de la Ligue ont peu à peu pris une attitude antitalienne qui s'est manifestée pour la première fois en 1947 et, lors des débats relatifs aux Territoires sous tutelle qui se sont déroulés à l'Assemblée générale, ils ont fait profession des sentiments antiitaliens les plus violents, au point de menacer d'avoir recours à la force si le Gouvernement italien était chargé de l'administration du Territoire.

Depuis l'arrivée des Italiens, les dirigeants de la Ligue se sont déclarés disposés à coopérer avec l'Administration. Ils se sont montrés en public à la même tribune que des fonctionnaires de l'Administration et des dirigeants de la Conférence, et ils ont exhorté leurs sympathisants à collaborer avec les autorités italiennes. Néanmoins, il ressort de l'examen des plaintes reçues par le Conseil (voir chapitre II, paragraphes 18 à 20 et chapitre III, paragraphe 34) que les dirigeants de la Ligue semblent faire preuve d'une trop grande susceptibilité dans leurs rapports avec les autorités. La Ligue est prompte à se croire l'objet de mesures discriminatoires et il n'est pas douteux qu'elle a pris la direction de l'opposition en Somalie. Si ses griefs sont peut-être exagérés, l'amertume de ses sentiments ne fait néanmoins aucun doute, et le fait que la ligue a continué d'entretenir des rapports assez harmonieux avec l'Administration et qu'elle se déclare toujours prête à collaborer constitue un hommage à la diplomatie de l'Administrateur et à la conviction qu'a la Ligue de son intégrité. Le Conseil estime qu'à cet égard il faut signaler le dévouement des représentants de l'Egypte, dont les bons offices ont permis de dissiper un grand nombre de malentendus entre les partis politiques d'abord et entre ceux-ci et l'Administration ensuite.

55. Quant aux rapports entre les deux principaux groupements politiques, ils semblent avoir été calmes à Mogdichou, en apparence tout au moins. Toutefois, le Conseil croit savoir qu'il s'est produit des conflits dans d'autres villes et dans des villages. Il est évident que ces conflits ne sont pas nécessairement l'expression de divergences politiques et qu'il peut s'agir tout simplement du règlement d'une vieille querelle par un parti ou un autre qui s'imagine avoir pris de l'influence auprès de l'administration.

Visite de M. Brusasca, Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, en Somalie

56. Avant et pendant le transfert de pouvoirs de l'Administration britannique à l'Administration italienne, il régnait en Somalie, et particulièrement chez la population somalie proprement dite<sup>3/</sup>, certains doutes sur les intentions et les buts de l'Administration italienne. Le Gouvernement italien avait tout intérêt à dissiper ce malaise le plus rapidement possible: en conséquence, la décision d'envoyer le Sous-Secrétaire d'Etat, M. Brusasca, en Somalie a été dictée par une grande sagesse politique et une grande compréhension de la situation qui régnait alors en Somalie.

M. Brusasca, Sous-Secrétaire d'Etat, est arrivé de Rome, le 25 mai 1950. Lorsqu'il est parti, après un séjour de deux semaines, le "climat" politique de la Somalie avait sensiblement changé. On peut dire que l'homme d'Etat italien a rendu à l'Italie et au monde entier un éminent service par cette visite, au cours de laquelle il a parcouru pratiquement toutes les parties accessibles du Territoire, en dépit des pluies et des inondations.

<sup>3/</sup> C'est-à-dire à l'exclusion des communautés arabe et indienne, lesquelles ne s'opposaient pas à la tutelle de l'Italie.

57. Le premier et le plus important objet de ce voyage, était d'adresser un appel à la population somalie, pour lui demander de collaborer avec l'Administration italienne et pour l'assurer que l'Administration s'acquitterait de sa mission en Somalie en toute impartialité et dans l'esprit de l'accord de tutelle. La sincérité de M. Brusasca et le profond respect pour les sentiments religieux de la population dont il a témoigné par certaines allusions dans ses discours et en remettant aux institutions religieuses musulmanes des exemplaires du Coran et des sommes d'argent, ont produit une impression considérable sur les Somalis. Immédiatement à la suite de son voyage, on a pu constater que la tension s'était sensiblement relâchée et que les rapports entre l'Administration italienne et les éléments antiitaliens de la population somalie s'étaient améliorés. Toutefois, l'appel adressé par M. Brusasca n'aura d'effets durables que si la fraction de la population qui est hostile aux Italiens ou qui demeure sceptique quant à leurs intentions reçoit des preuves tangibles d'un changement de conception ou de méthodes.

58. L'autre tâche importante de M. Brusasca a été de faire appel aux fonctionnaires italiens et à la colonie italienne permanente de Somalie pour les inviter à faire preuve de compréhension à l'égard de l'oeuvre que l'Italie va exécuter en Somalie. Dans presque tous les discours qu'il a prononcés, on a tout particulièrement remarqué qu'il insistait sur le rôle de l'Italie en tant qu'agent de l'Organisation des Nations Unies et sur le fait que la manière dont l'Italie remplirait sa mission en Somalie serait un des éléments importants sur lesquels s'appuierait le jugement du monde sur le rôle joué par l'Italie dans les affaires mondiales d'après-guerre.

En invitant les représentants de la Colombie et de l'Egypte à se joindre à lui au cours de son voyage en Somalie, M. Brusasca a voulu mettre tout particulièrement en valeur l'Organisation des Nations Unies aux yeux du peuple de Somalie.

On constate déjà que le voyage du Sous-Secrétaire d'Etat, M. Brusasca, a considérablement affermi la position de l'Administrateur, Son Excellence M. Fornari, au sein même de son administration.

#### La Situation aux Frontières

59. Le Conseil consultatif n'est pas appelé à connaître des problèmes territoriaux qui se posent entre la Somalie sous administration italienne et les territoires limitrophes. Toutefois, il est évident que le succès de l'oeuvre de l'Autorité administrante dépendra de la situation aux frontières, dans la mesure où des troubles ou des difficultés survenus à la frontière distraieraient des énergies dont on a besoin pour la reconstruction intérieure; d'autre part, en attendant que les autorités internationales compétentes parviennent à un règlement définitif, la tranquillité constituerait naturellement un élément positif de la situation générale et rendrait hommage à la manière dont l'Autorité chargée de l'administration se sera occupée de la situation extérieure.

60. Le voyage de M. Brusasca à Belet Uen a donné au représentant de la Colombie l'occasion d'observer en personne, pour le compte du Conseil consultatif, la situation frontalière à Fer Fer. Ce village, sur lequel flotte le drapeau éthiopien, est situé tout entier en territoire éthiopien. On n'y voyait ni soldats ni gardes-frontière. La frontière n'était marquée que par une barrière mobile.

Du côté somali, il n'y avait ni civils italiens ni gardes militaires italiens. Le premier avant-poste se trouve à deux kilomètres environ en

arrière de la frontière. Celle-ci est gardée par une section de Somalis qui n'ont pas d'armement lourd. Cette section est commandée par un Somali.

61. A l'occasion de sa visite, M. Brusasca a adressé aux Somalis en garnison au poste-frontière, un discours dans lequel il a déclaré:

"Vous n'êtes pas ici en qualité de soldats pour vous battre, mais en qualité de représentants de la population somalie. Il est de votre devoir de vivre en bons voisins avec les gens de l'autre côté de la frontière et d'établir avec eux des relations de si bon aloi qu'elles se maintiendront même lorsque votre pays aura acquis son indépendance".

62. Le Conseil a reçu de Somalis certaines communications sur la question du tracé actuel de la frontière entre l'Ethiopie et la Somalie, qui demandent le retour à la Somalie des tribus auxquelles appartiennent les auteurs des communications.

#### QUESTIONS ECONOMIQUES, SOCIALES ET QUESTIONS RELATIVES A L'ENSEIGNEMENT

##### Exposé de l'Administrateur<sup>4/</sup> sur la Politique suivie

63. A l'occasion de la quatrième séance du Conseil consultatif, l'ambassadeur Fornari, Administrateur, a présenté un exposé relatif à l'activité de l'Administration italienne au cours des premiers mois de son fonctionnement. Il a exprimé l'opinion que la majorité de la population somalie faisait confiance à l'Administration et désirait collaborer avec elle. La politique de l'Administration se fonde sur la

<sup>4/</sup> Pour le texte complet, voir annexe II.

bonne volonté et l'entente, tout en assurant le maintien de l'ordre et la punition de ceux qui contreviennent à la loi. La première phase a été l'organisation des services publics et, immédiatement après, l'examen des problèmes les plus urgents. L'ambassadeur Fornari a estimé que la santé publique était l'un de ces problèmes, auquel sont étroitement liés les problèmes vétérinaires. Venait ensuite la question du chômage. Les travaux publics déjà entrepris ont permis d'absorber un certain nombre des chômeurs. Les salaires restent insuffisants. L'Administration s'est efforcée d'augmenter les salaires toutes les fois que cela a été possible, tout en prenant cependant les mesures propres à éviter une augmentation correspondante du coût de la vie. Les autres questions examinées comprenaient les problèmes de la chasse, la lutte contre les acridiens, le service météorologique, et une étude approfondie de la question agricole. L'extension éventuelle à la main-d'oeuvre autochtone du bénéfice de l'assurance contre les accidents du travail a été examinée en tenant compte des recommandations de l'Organisation internationale du Travail.

L'Administrateur a en outre signalé que l'Administration étudiait les moyens les plus rapides de fournir aux Somalis l'instruction essentielle à leur future indépendance.

Les problèmes immédiats sur lesquels a été demandé l'avis du Conseil consultatif sont ceux de l'alphabet et de la langue véhiculaire d'enseignement en plus de l'italien. (Voir également chapitre II, paragraphe 11.) L'italien a été considéré comme absolument nécessaire afin de permettre les contacts entre les Somalis et l'Administration italienne.

### Situation économique

64. Etant donné que l'Autorité chargée de l'administration n'a pas encore demandé l'avis du Conseil consultatif en ce qui concerne l'article 8 b du projet d'accord de tutelle (développement économique et financier), le Conseil n'a pas encore entrepris une étude méthodique de ces questions, ainsi qu'il l'a fait dans le cas de l'article 8 a) (création et développement d'organes locaux de gouvernement sur lequel l'Autorité chargée de l'administration lui a demandé son avis (Voir chapitre II, paragraphe 11).

On peut constater l'extension des travaux publics et une absorption notable des personnes oisives qui erraient dans les rues de la capitale lors de l'arrivée du Conseil. En de nombreux endroits, on peut observer des travaux de réparation et de construction des routes, ainsi que de réparation des maisons d'habitation.

Toutefois, le Conseil se rend compte qu'il reste encore beaucoup à faire pour rétablir l'économie du pays dans l'état qu'elle avait avant la guerre et pour élever le niveau de vie actuel, et que des efforts considérables seront nécessaires pour équilibrer le budget. Mogdichou n'est plus un entrepôt pour l'Ethiopie et les ressources budgétaires provenant du transit par le port des approvisionnements destinés à l'Ethiopie, ainsi que des industries participant au commerce avec ce pays devront être recherchées ailleurs. Les dégâts causés aux installations industrielles et aux moyens de communications au cours de la guerre et les détériorations subies par la suite doivent être réparés. Il convient également de trouver le moyen de compenser la perte de nombreux travailleurs italiens, qualifiés et actifs, qui ont quitté le pays.



65. Le Conseil a appris qu'au début de l'administration du régime de tutelle, l'application du système de licences d'importation dans le Territoire a soulevé des difficultés. L'Autorité chargée de l'administration a estimé qu'en raison du nombre de licences accordées par les autorités britanniques qui l'ont précédée, il lui était impossible de donner satisfaction à toutes les nouvelles demandes licences qui lui étaient soumises. Certains éléments des milieux commerciaux ont considéré cette attitude comme exagérément restrictive et ne désirent pas voir l'Italie devenir leur unique source d'approvisionnement. Toutefois le Conseil se rend compte que ces difficultés ont dans une large mesure été surmontées à la satisfaction générale.

66. D'après les statistiques officielles, le coût de la vie s'est élevé, dans le Territoire, de 500 pour 100 au cours des dix années s'étendant entre le début de la guerre et celui de l'administration provisoire du régime de tutelle. Il n'existe pas de statistiques officielles pour la période commençant le 1er avril 1950, mais d'après les observations personnelles des représentants composant le Conseil, la hausse semble s'être poursuivie et on estime qu'à Mogdichou les prix sont actuellement supérieurs d'au moins 25 pour 100, en ce qui concerne les denrées consommées par la population non somalie, à ce qu'ils étaient lors de l'arrivée du Conseil. En revanche, le coût des denrées de base consommées par la population autochtone (viande et millet) a baissé.

#### Nouvelle Monnaie

67. L'Autorité chargée de l'administration et les autorités britanniques sont convenues que la monnaie en circulation dans le Territoire à l'époque du transfert des pouvoirs, composée de billets et de pièces portant indication

de valeur en shillings de l'Afrique orientale, serait retirée et remplacée par une nouvelle monnaie et serait mise en circulation par l'Autorité chargée de l'administration. Par Ordonnance n° 14 entrée en vigueur le 18 mai 1950, une nouvelle unité monétaire a été instituée, le "Somalo" qui équivaut, au pair, à 0,124414 gramme d'or fin. A dater du 23 juillet (date reportée par la suite au 22 août), ce sera la seule monnaie légale du Territoire.

Le privilège d'imprimer des billets de banque et de frapper et mettre en circulation des pièces a été accordé à la Cassa per la Circolazione Monetaria della Somalia, dont le siège central est à Rome.

La Banque d'Italie exerce les fonctions d'agent de la Cassa. La Cassa est tenue de maintenir une encaisse en or, argent et monnaies étrangères, égale au montant total des billets et pièces en circulation et elle est autorisée à avoir une réserve de "Somali" d'un montant non supérieur à un tiers des billets et des pièces en circulation.

Les lois italiennes en vigueur réglementent l'impression, la frappe, la mise en circulation et la circulation de la monnaie sont applicables à tout le Territoire. Normalement, les opérations de la Cassa en Somalie sont contrôlées par un fonctionnaire nommé par l'Administrateur.

#### Enseignement

68. Au cours de l'année qui a précédé le transfert des pouvoirs, l'Administration britannique a entretenu 28 écoles indigènes (27 écoles élémentaires et une école supérieure), groupant en tout 60 maîtres et 1.862 élèves.

En outre, il existait deux écoles indiennes et neuf écoles italiennes.

Le système d'enseignement comprenait en tout 39 écoles gouvernementales et subventionnées, groupant au total 89 maîtres et 2,414 élèves et 150 petites écoles privées, organisées par des chefs religieux, fréquentées par 2.500 élèves.

Dans les écoles du Gouvernement destinées à la population indigène, la langue véhiculaire est l'arabe. L'anglais a été introduit dans le programme des écoles ayant un cycle d'études de quatre ans.

L'instruction élémentaire était en fait gratuite.

69. Les plans que l'Administration italienne se propose de mettre en oeuvre pour l'éducation de la population autochtone de la Somalie ont été exposés par l'Administrateur dans un mémorandum soumis au Conseil consultatif. L'Administrateur a attiré en particulier l'attention du Conseil consultatif sur le projet de budget de l'enseignement pour 1950-1951 qui s'élève à 4 millions de somali contre 480.000 shillings de l'Afrique orientale dépensés par l'administration britannique au cours de la dernière année.

Le nombre des écoles de Mogdichou et autres centres importants s'élèvera à un total de 36. Soixante-quatorze maîtres somalis seront nommés. Des cours spéciaux de formation pédagogique et de perfectionnement ont été créés afin de permettre d'accroître ce nombre. L'Administration italienne espère, par ces mesures, porter le nombre des élèves à environ 3.500. Les langues utilisées dans les classes seront l'arabe et l'italien. Ces décisions sont conformes à l'avis préliminaire donné par le Conseil consultatif (voir chapitre II, paragraphe 12). D'autres dispositions sont prises pour l'organisation de l'enseignement secondaire et l'ouverture d'une école technique d'artisanat.

70. Le Conseil a pris connaissance avec un intérêt particulier du projet de création d'une école spécialisée dans la formation administrative et politique. Elle permettra de former une classe capable d'assumer la direction du futur Etat de la Somalie. Ces mesures, de même que l'important budget qui leur est réservé constituent, aux yeux du Conseil, une preuve évidente de la compréhension que manifeste l'Administration à l'égard de la tâche qui lui incombe d'élever le peuple somali au niveau d'éducation convenant à l'indépendance à laquelle il doit accéder dans une dizaine d'années.

#### B. Politique du Conseil consultatif

##### Rapports trilatéraux

71. La résolution de l'Assemblée générale 289.A (IV), partie B, et le projet d'accord de tutelle envisageant des rapports bilatéraux entre le Conseil consultatif, d'une part, et l'Autorité chargée de l'administration, d'autre part, dans lesquels cette dernière fournit les informations et le premier l'aide et les conseils. Toutefois, dès le début, le Conseil a observé que dans une certaine mesure il se trouve avoir des rapports trilatéraux avec deux autres parties que sont l'Autorité chargée de l'administration et la population. Dans un territoire comme la Somalie, ayant une population primitive ignorante des subtilités de la politique, il est inévitable que les plaignants se tournent vers le Conseil consultatif pour qu'il redresse des torts, réels ou imaginaires et que les mécontents cherchent à faire jouer l'un contre l'autre le Conseil et l'Autorité chargée de l'administration. Le Conseil a reçu de nombreuses requêtes concernant des questions relatives aux droits de l'homme et a pris les mesures nécessaires en relation avec l'Autorité chargée d'administration.

Relations avec l'Administration italienne

72. L'Administration italienne n'a commencé ses travaux en Somalie que le 1er avril 1950. Quatre mois constituent une période insuffisante pour organiser et mettre en marche l'administration de tout un territoire. C'est également une période insuffisante pour dresser le bilan de ce premier stade de l'expérience. Toutefois, les travaux effectués au cours de ce premier stade ont convaincu le Conseil consultatif que l'Administration italienne est résolue à s'acquitter de sa tâche dans l'esprit du noble mandat que lui ont donné les Nations Unies et qu'elle fait un grand effort, d'ailleurs couronné de succès, pour préparer l'accomplissement de sa grande tâche qui est de guider vers l'indépendance, dans le délai imparti par l'Assemblée, des peuples primitifs, prisonniers de coutumes appartenant à un stade révolu de l'évolution humaine et vivant en grande partie encore à l'état nomade.

73. En général, les relations entre les membres du Conseil consultatif, l'Administration italienne et la population sont caractérisées par la plus grande courtoisie et la plus grande compréhension mutuelles. C'est en particulier le cas depuis l'arrivée à Mogdichou de l'Administrateur, l'ambassadeur Fornari, le 6 avril 1950.

74. En soulignant sa foi dans la bonne volonté et la résolution de l'Autorité chargée de l'administration de remplir sa tâche en Somalie dans la lettre et l'esprit de l'Accord de tutelle, le Conseil consultatif doit toutefois déclarer, qu'au cours de la première période de l'administration, il n'a pas été entièrement tenu au courant et consulté par l'Autorité chargée de l'administration ainsi que semblent le prévoir les articles 6 et 8 du projet d'accord de tutelle.

75. Le Conseil se rend compte qu'au cours des quatre premiers mois de son administration provisoire, l'Administration a dû consacrer toute l'énergie à l'organisation de l'appareil administratif du Territoire et que, par conséquent, il ne lui a pas été possible de mettre au point des dispositions permettant de tenir entièrement au courant le Conseil de ses plans au fur et à mesure de leur élaboration, ainsi que de la rapide évolution des événements. Le Conseil est heureux de constater que depuis le retour de Rome de l'Administrateur, en juillet, les informations reçues de l'Autorité chargée de l'administration ont porté sur toutes les décisions.

#### CHAPITRE IV

##### MEMORANDUM SOUMIS PAR LE REPRESENTANT DES PHILIPPINES

76. Bien que je sois d'accord sur la presque totalité du Rapport sur les travaux du Conseil consultatif, je n'ai pas l'intention de le signer et je désire donner au Conseil consultatif l'explication des motifs qui m'ont poussé à prendre cette grave décision.

77. Deux raisons majeures m'ont incité à adopter cette attitude après avoir étudié attentivement tous les éléments du problème. En tout premier lieu, j'ai tenu compte du fait que les circonstances m'ont obligé à m'absenter de Mogdichou pendant la plus grande partie de la période dont traite le rapport, et que les quelques semaines qui se sont écoulées depuis mon retour au sein de la Commission ne m'ont pas suffi pour me familiariser avec tous les points étudiés dans le rapport, ni pour examiner aussi complètement que j'ai l'habitude de le faire les renseignements et les faits sur lesquels le Conseil s'est fondé pour formuler, ou s'abstenir de formuler, certaines conclusions,

78. Toutefois, la confiance que j'ai dans le jugement de mes collègues de la Colombie et de l'Egypte aurait pu m'amener à surmonter mes doutes et mes hésitations si je n'avais pas estimé -c'est la seconde raison majeure dont j'ai parlé- que quatre mois d'administration provisoire ne constituent pas une période de temps suffisante pour justifier la rédaction d'un rapport. Nos paroles seront attentivement lues et méditées, et je me demande si, après quatre mois seulement de fonctionnement, nous pouvons prendre la responsabilité de juger dès maintenant la situation dans ce territoire. Au cours de ces quatre mois, l'Administration italienne s'est installée en remplacement d'une administration fondée sur une occupation militaire. Elle devait, après un intervalle de dix ans, se familiariser de nouveau avec la situation en Somalie, créer une administration, organiser des forces de sécurité et élaborer une politique.

79. Il est donc indéniable que c'est seulement maintenant qu'on commence à voir les grandes lignes de la politique de l'Autorité chargée de l'administration. La même remarque s'applique dans une certaine mesure au Conseil consultatif, car il constitue une expérience sans précédent dans l'histoire des Nations Unies; lui aussi commence seulement à établir ses méthodes de travail, et à élaborer sa politique.

J'ai beaucoup de répugnance à aborder et à juger des questions politiques en ce moment, alors que quelques-uns des points les plus importants, par exemple la composition, le choix des membres et le fonctionnement du Conseil territorial en sont encore au stade préliminaire, et que certains problèmes de première importance concernant l'organisation de l'enseignement en Somalie en sont encore au stade théorique. En outre, le Conseil consultatif n'a pas encore eu l'occasion de s'occuper des affaires économiques et sociales. Il n'a pas encore reçu de demande d'avis, ni de renseignements officiels sur ces questions, en dehors de l'exposé que l'Administrateur a fait au Conseil à sa quatrième séance.

80. Toutefois, pour éviter tout malentendu, je précise, et je demande que ceci soit consigné dans les archives, que je suis pleinement satisfait de l'intention qu'a manifestée l'Autorité chargée de l'administration de mener à bien la tâche gigantesque qui lui incombe, à savoir de conduire vers l'indépendance un peuple primitif, dont la majorité est encore restée au stade nomade. Tout ce que j'ai pu observer souligne la ferme résolution de l'Administration italienne de remplir ses obligations à l'égard des Nations Unies conformément à la lettre et à l'esprit de la Charte. Comme je l'ai déjà indiqué, j'approuve donc une grande partie du contenu de ce rapport que, néanmoins, je ne puis signer comme j'aurais voulu le faire, pour les raisons exposées dans le présent mémorandum.

(Signé) Manuel ESCUDERO

1er août 1950  
Mogdichou



81. Le présent rapport sur les travaux du Conseil consultatif, dont le mémorandum du représentant des Philippines, M. Manuel Escudero, forme partie intégrante, a été établi en un seul exemplaire, en anglais, à Villagio Roma, Lido, Mogdichou, Somalie, ce troisième jour d'août de l'année mil neuf cent cinquante.

(Signé)

E. de HOLTE-CASTELLO (Colombie)  
Président

Talaat M. RAGHEB (Egypte)

M. ESCUDERO (Philippines)

Egon RANSHOFEN-WERTHEIMER  
Secrétaire principal

#### ANNEXE 1

EXTRAITS DE LA RESOLUTION 289 A (IV) ADOPTÉE PAR  
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA 250<sup>ème</sup> SEANCE PLENIÈRE  
LE 21 NOVEMBRE 1949.

"L'Assemblée générale,

"Conformément au paragraphe 3 de l'Annexe XI du Traité de paix de 1947 avec l'Italie, aux termes duquel les Puissances intéressées sont convenues d'accepter la recommandation de l'Assemblée générale concernant le sort des anciennes colonies italiennes et de prendre les mesures appropriées pour la mettre à exécution.

"Ayant pris acte du rapport de la Commission d'enquête des Quatre Puissances ayant entendu les porte-parole d'organisations représentant des courants d'opinion appréciables dans les territoires intéressés, et ayant pris en considération les aspirations et le bien-être des habitants de ces territoires, les exigences de la paix et de la sécurité, les points de vue des gouvernements intéressés et les dispositions pertinentes de la Charte.

"B.-- Recommande, en ce qui concerne la Somalie italienne:

"1. Que la Somalie italienne soit constituée en un Etat indépendant et souverain;

"2. Que son indépendance devienne effective à l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'adoption d'un Accord de tutelle par l'Assemblée générale;

"3. Que, pendant la période visée au paragraphe 2, la Somalie italienne soit placée sous le régime international de tutelle et que l'Italie soit l'Autorité administrante;

"4. Que l'Autorité administrante soit aidée et conseillée dans sa tâche par un Conseil consultatif composé de représentants des Etats suivants: Colombie, Egypte et Philippines; que ce Conseil consultatif siège à Mogdichou; que le mandat du Conseil consultatif soit défini par l'Accord de tutelle et comporte une clause spécifiant que le Conseil de tutelle invitera les Etats membres du Conseil consultatif, s'ils ne sont pas membres du Conseil de tutelle, à participer, sans droit de vote, aux débats consacrés par le Conseil de tutelle à toute question ayant trait à ce Territoire;

"5. Que le Conseil de tutelle négocie avec l'Autorité administrante un projet d'Accord de tutelle qu'il soumettra à l'Assemblée générale, si possible au cours de la présente session, et, au plus tard, lors de la cinquième session ordinaire;

"6. Qu'à l'Accord de tutelle soit annexée une déclaration énonçant les principes constitutionnels propres à garantir les droits des habitants de la Somalie et prévoyant les institutions destinées à permettre d'amorcer, de développer et finalement d'instaurer l'autonomie complète;

"7. Que, lors de l'élaboration de cette déclaration, le Conseil de tutelle et l'Autorité administrante s'inspirent du texte proposé par la délégation de l'Inde et joint à la présente résolution;

"8. Que l'Italie soit invitée à assurer, à titre provisoire l'administration du Territoire,

a) A partir d'une date fixée d'un commun accord par l'Italie et le Royaume-Uni, et conformément aux arrangements intervenus entre ces deux Puissances en vue du transfert régulier des pouvoirs administratifs, après la conclusion de l'Accord de tutelle par le Conseil de tutelle et l'Italie;

b) Sous réserve que l'Italie s'engage à administrer le Territoire conformément aux dispositions de la Charte relatives au régime international de tutelle et aux Accords de tutelle, en attendant que l'Assemblée générale approuve un Accord de tutelle pour ce Territoire;

"9. Que le Conseil consultatif commence à exercer ses fonctions au moment où le Gouvernement italien assumera ses pouvoirs administratifs provisoires;

.....

"D.- En égard aux dispositions qui précèdent:

"1. Invite le Secrétaire général à solliciter des autorités compétentes de chacun des Etats sur le territoire desquels la Commission peut avoir à se réunir ou à se déplacer les facilités nécessaires à cet effet;

"2. Autorise le Secrétaire général, conformément aux usages établis,

"a) A prendre des mesures en vue du paiement d'une rémunération appropriée au Commissaire des Nations Unies en Libye;

"b) A rembourser les frais de voyage et indemnités de subsistance des membres du Conseil pour la Libye, d'un représentant de chacun des Gouvernements représentés au Conseil consultatif pour la Somalie et d'un représentant et d'un suppléant de chacun des Gouvernements représentés à la Commission pour l'Erythrée;

"c) A mettre à la disposition du Commissaire des Nations Unies en Libye, du Conseil consultatif pour la Somalie et de la Commission des Nations Unies pour l'Erythrée le personnel et les moyens que le Secrétaire général jugera nécessaires

à la mise en oeuvre des dispositions de la présente résolution."

## ANNEXE II

(Texte original : Français)

EXPOSE DE S.E. L'AMBASSADEUR GIOVANNI FORNARI, ADMINISTRATEUR  
DE LA SOMALIE SOUS TUTELLE ITALIENNE DEVANT LE CONSEIL  
CONSULTATIF A SA SEANCE DU 5 MAI 1950.

Je remercie avant tout le Président et le Conseil consultatif pour l'accueil qu'ils ont bien voulu me réserver.

Je suis sûr de pouvoir compter sur l'entière collaboration du Conseil. Cet esprit de collaboration s'est d'ailleurs manifesté dès les premiers jours. L'activité personnelle des membres du Conseil a été, depuis lors, le constant témoignage d'une confiance réciproque.

Je veux également adresser un salut spécial à l'Organisation des Nations Unies qui nous a confié la tâche si importante de conduire la Somalie vers l'indépendance. Je salue également le Secrétaire général des Nations Unies représenté ici par le Secrétaire principal.

J'en arrive maintenant à l'objet de mon exposé que je voudrais diviser en trois parties.

Je parlerai d'abord de la situation générale telle qu'elle se présente aujourd'hui dans le territoire soumis à notre administration.

Cette situation est bonne en ce sens que la grande majorité de la population somalie fait confiance à l'administration italienne et désire collaborer avec elle. Certains faits inévitables se sont produits pendant le premier mois de notre activité. Ils représentent des mouvements de "tassement". Ils sont dus à la connaissance insuffisante qu'ont certains éléments de ce que peut être une collaboration démocratique orientée vers l'indépendance totale. Je répète que la volonté italienne est de faire face à tous les devoirs qui lui incombent du

fait de l'Accord de tutelle. L'aide à la Somalie sur la voie de l'indépendance est la tâche primordiale qui nous a été confiée par cet accord. Mais de cet accord dérive un autre devoir, celui d'assurer l'ordre public. Certes nous voulons suivre une politique d'entente et j'entends par là que, de ma part et de celle de mes collaborateurs, il y a la plus entière bonne volonté. Il nous appartient cependant de faire respecter la loi et de punir ceux qui y contre-viennent. Ceci est dans l'intérêt de la Somalie, car c'est seulement dans une atmosphère de paix, de confiance et de tranquillité qu'il sera possible de travailler au bien de ce pays.

J'en viens maintenant au travail effectué pendant ce premier mois: travail accompli dans l'intérêt des autochtones et travail effectué sur des plans divers pour l'instauration progressive d'un self-government.

Après avoir organisé les services publics, nous avons immédiatement examiné les champs d'action pour lesquels la réorganisation posait les problèmes les plus urgents, par exemple la santé publique. Nous avons à Mogdichou un nombre de médecins que je crois suffisant, mais à l'intérieur du pays, il y en a peu. Nous avons déjà demandé au Gouvernement italien de nous envoyer huit à dix médecins et un inspecteur pour réorganiser les services de santé et recréer à l'intérieur du pays, le système de groupes médicaux mobiles qui existait auparavant. A Mogdichou existe une grande formation médicale, l'hôpital De Martino. Nous entrevoyons la possibilité de libérer les parties de cet hôpital aujourd'hui occupées par des civils ou des militaires européens, et de mettre l'hôpital tout entier à la disposition des autochtones.

Nous nous occupons également des problèmes vétérinaires. Nous avons trois vétérinaires à Mogdichou. A l'intérieur du pays, il y en a fort peu. J'ai visité l'Institut de préparation des vaccins, à Merca. Cet institut fonctionne de façon satisfaisante, mais il a besoin d'agrandissements. Nous avons également demandé

à la métropole un certain nombre de vétérinaires pour réorganiser les services de zootechnique.

Un autre problème, par son extension, a tout de suite attiré notre attention. C'est le problème du chômage. Je ne veux pas aborder ici l'ensemble de la question de la main-d'œuvre et du travail en Somalie. Les données en sont trop profondes et trop complexes pour qu'il soit possible d'en discuter au cours de cette séance. Nous avons cherché le remède le plus simple, qui était de développer les travaux publics. En un mois, nous avons entrepris pour 2.507.000 shillings de travaux de cette nature. Le nombre des personnes employées a progressé de 450 à 1.880 depuis notre arrivée.

Egalement dans le domaine du travail, vous avez pu vous rendre compte que les salaires étaient hors d'état de procurer un standard de vie satisfaisant. Nous nous rendons parfaitement compte que l'accroissement des salaires doit entraîner un accroissement du coût de la vie. Nous avons cru de notre devoir cependant de prévoir une augmentation immédiate des salaires, qui donne aux Somalis la possibilité de vivre décemment. Cette amélioration des salaires a déjà touché plusieurs secteurs, elle sera progressivement étendue aux autres métiers et professions.

Une commission de contrôle des prix a été instituée. Elle a pour tâche d'éviter que la hausse des salaires ne provoque une hausse excessive des prix, et que la "spirale": augmentation des salaires - augmentation du coût de la vie, ne devienne un danger pour l'économie du pays.

Le moyen par lequel nous espérons éviter cette hausse du coût de la vie est de faire affluer les marchandises sur le marché intérieur, soit en développant la production et la circulation des marchandises du cru, soit en important dans les limites que permettent les possibilités de change, certains produits de l'extérieur. Une commission a déjà examiné 177 permis d'importation et

58 permis d'exportation. L'Office des changes a déjà délivré 150 autorisations de change pour des marchandises à importer.

Nous avons porté notre attention sur bien d'autres secteurs que je me permets d'énumérer: problème de la chasse, lutte contre les acridiens, service météorologique, étude approfondie de l'activité agricole si importante pour ce pays, questions d'assistance sociale.

A ce dernier point de vue, je veux signaler qu'un délégué de l'Institut national des assurances contre les accidents du travail vient d'arriver en Somalie. Nous avons déjà une législation dans ce domaine. Mais nous sommes décidés à étendre ce genre d'assurance à la main-d'oeuvre autochtone, suivant les recommandations faites par l'Organisation internationale du Travail, notamment lors d'une de ses dernières assemblées générales. Ce sera la première branche d'assistance sociale étendue aux Somalis et nous prévoyons l'extension progressive des autres méthodes de prévoyance sociale à toute la population.

Voilà ce qui a été fait et ce que nous entendons faire pour le bien-être matériel et moral des autochtones. Mais il existe deux autres domaines essentiels dans lesquels vous le savez, nous avons déjà travaillé. Nous étudions les moyens d'instruire le plus rapidement possible les Somalis, et les moyens qui doivent leur permettre d'avoir dans dix ans leur propre gouvernement. Ce sont les deux matières sur lesquelles nous avons demandé l'avis du Conseil consultatif.

Tout d'abord l'enseignement. La réouverture des écoles est prévue pour le premier juillet; les problèmes qu'il faut résoudre d'urgence concernant l'alphabet à employer et la langue de l'enseignement qui sera utilisée à côté de la langue italienne. Cette dernière est absolument nécessaire pour permettre les contacts entre les Somalis et l'administration italienne. La question dans son ensemble est très importante. Elle est une des bases de l'avenir du pays.

Il sera nécessaire, en effet, qu'une partie de la population soit suffisamment instruite si l'on veut asseoir sur des bases fermes l'indépendance que nous désirons de tout coeur.

Le deuxième problème est celui de la composition du Conseil territorial prévu par l'Accord de tutelle, Conseil que nous entendons constituer le plus tôt possible. Nous nous adressons au Conseil consultatif pour qu'il nous donne son avis sur le nombre des membres et sur la composition du Conseil.

Je suis un idéaliste qui crois à l'avenir d'un monde meilleur. Je crois dans la collaboration internationale. Je crois fermement dans l'Organisation des Nations Unies, et je crois que l'on peut espérer améliorer le monde à travers cette grande organisation. Ce que je pense pour l'avenir du monde, je le crois encore plus fermement pour l'avenir de la Somalie. Je suis convaincu qu'avec la bonne volonté de tous, on pourra arriver à faire une Somalie heureuse et indépendante. Pour moi, j'y travaillerai de toutes mes forces et je sais que je puis compter dans cette tâche sur la collaboration du Conseil consultatif et sur celle de tous les organismes qui en dépendent.

## ANNEXE III

(Texte original: français)

## DEMANDES D'AVIS PRESENTÉES PAR L'AUTORITE CHARGÉE

## DE L'ADMINISTRATION AU CONSEIL CONSULTATIF.

1.- Conseil Territorial de la Somalie.

1. L'article 4 de l'annexe à l'Accord de tutelle prévoit la constitution d'un Conseil territorial composé d'habitants de la Somalie et représentatif de la population du Territoire.

Cet article ne précise ni la composition du Conseil lui-même, ni les principes à suivre pour la nomination de ses membres.



2. L'Administration est d'avis que le Conseil territorial, sans être composé d'un nombre trop élevé de membres doit, cependant, avoir une base suffisamment large pour permettre la représentation de tous les principaux groupes ethniques de la Somalie, des partis politiques les plus importants et des communautés, des éléments représentatifs du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

3. Afin de répondre dans toute la mesure du possible aux vœux des populations intéressées, l'Administration a prié tous les commissaires et résidents de consulter les chefs, les notables, les chefs de partis et des communautés de chaque district sur la composition du Conseil et le choix des conseillers.

Ces consultations sont en cours et les résultats en seront bientôt connus.

4. L'Administration prie le Conseil consultatif d'exprimer son avis sur cette question.

## II.- Instruction en Somalie, langue de l'enseignement, alphabet à employer.

1. Pendant l'année scolaire 1949-1950, vingt-quatre écoles élémentaires ont fonctionné en Somalie. Ces écoles étaient fréquentées par 1.600 élèves environ. L'enseignement était confié à une soixantaine d'instituteurs somalis et à cinq instituteurs arabes, ceux-ci introduits en Somalie par l'Administration britannique et aujourd'hui rapatriés. Ce corps d'enseignement était dirigé par trois instituteurs britanniques.

2. L'ouverture d'un cours secondaire était prévu pour l'année scolaire 1950-1951. En fait, ce cours a déjà fonctionné avant la date prévue. Il était suivi par vingt-quatre élèves appartenant à différentes communautés et dirigé par un instituteur britannique, assisté d'un spécialiste en langue arabe et en mathématiques.

3. L'Administration du Territoire sous tutelle italienne a pris les mesures qu'exigeait la réouverture, au 1er juillet prochain de toutes les écoles

primaires et élémentaires déjà existantes, du cours secondaire mentionné au paragraphe 2, et enfin, d'un cours secondaire préparatoire.

La création prochaine d'une école secondaire d'arts et métiers, d'une école secondaire supérieure pour la formation d'instituteurs, de techniciens et d'étudiants qui se destinent aux universités italiennes, a été prévue.

Un cours de perfectionnement pour les instituteurs fonctionne déjà.

4. Pour réunir les éléments dont l'exactitude permette de formuler un programme définitif, conforme aux clauses de l'article 4 de l'Accord de tutelle, l'Administration a chargé les commissaires et résidents:

a) De fournir des renseignements détaillés sur l'état des bâtiments scolaires, le nombre d'inscriptions scolaires prévu, le nombre d'instituteurs nécessaires et la compétence qu'ils doivent avoir;

b) De procéder à une enquête préliminaire parmi la population, en consultant les chefs, les notables, les chefs de partis et des communautés de chaque district, pour connaître leurs vœux au sujet de la langue de l'enseignement à employer à côté de la langue italienne, et au sujet de l'alphabet à utiliser.

5. L'Administration prie le Conseil consultatif d'exprimer son avis sur cette question.

ANNEXE IV (Texte original: français)

REPONSE AUX DEMANDES D'AVIS FORMULEES PAR L'ADMINISTRATEUR,

M. L'AMBASSADEUR FORNARI, DEVANT LE CONSEIL CONSULTATIF,

LE 5 MAI 1950.

Mogdichou, le 17 mai 1950

Je veux d'abord vous renouveler les remerciements du Conseil consultatif pour l'exposé général de la situation en Somalie que vous avez fait devant lui.

Votre présence parmi nous était la marque des sentiments dont s'inspirent nos relations.

La confiance que témoigne à notre Conseil la haute Administration de ce pays s'exprimait à cette même occasion lorsque vous demandiez l'avis du Conseil consultatif sur deux problèmes dont l'importance sollicite toute votre attention.

Il s'agit d'une part d'instituer un Conseil territorial dont la création a été prévue par l'Accord de tutelle.

Il est d'autre part nécessaire de déterminer la langue qui doit prendre place à côté de l'italien comme langue officielle d'enseignement.

Pour le Conseil territorial, vous avez précisé que, par vos soins, une enquête était en cours auprès des personnalités somaliennes et des partis politiques les plus importants du Territoire.

De son côté, le Conseil consultatif étudie avec la plus grande attention les problèmes complexes que comporte cette création et, avec l'assistance du Secrétariat, procède sur le plan technique, à des études comparatives qui vous sont régulièrement communiquées.

Il nous a paru en effet que l'expérience déjà acquise dans des pays où la vie politique présente des aspects comparables, permettrait de produire le nombre des options, puis de balancer les avantages et les inconvénients inhérents à chaque système.

Quelles que soient les conclusions de ces études, elles risquent d'avoir un caractère un peu théorique. Aussi paraît-il difficile au Conseil d'exprimer sur ce problème une opinion d'ensemble avant de connaître le résultat des consultations entreprises par votre Administration. Les tendances exprimées permettront alors d'apprécier plus exactement dans quelle mesure les solutions adoptées ailleurs peuvent s'adapter au Territoire.

J'en viens maintenant au problème de l'enseignement. Le Conseil a considéré avec le plus grand intérêt le programme établi par l'Administration pour adapter la structure des services d'enseignement aux conceptions exprimées par l'Accord de tutelle et tout spécialement par l'article 4 de ce texte.

Les mesures envisagées pour la formation d'un corps enseignant, l'extension de l'enseignement secondaire ou technique et la formation d'une élite universitaire ont particulièrement retenu l'attention du Conseil.

L'accès élargi aux disciplines de l'Université est le seul moyen de créer une classe capable de diriger ce Territoire dans l'avenir. C'est donc une des fins essentielles du système de tutelle, à laquelle le Conseil attache un prix tout particulier.

La demande d'avis de votre Administration portait sur le choix d'une langue d'enseignement à répandre à côté de la langue italienne.

Après avoir considéré ce problème, le Conseil est d'avis que, dans la solution qu'il convient de lui apporter, les motifs de haute convenance politique ont plus de poids que les arguments purement techniques.

L'attachement qu'éprouve la population de ce Territoire, dans l'enthousiasme d'un nationalisme naissant, à l'égard de sa propre langue, pourrait inciter certains esprits à considérer le somali comme la langue officielle de l'avenir.

Est-il besoin de souligner cependant que cette langue offre des variations dialectales importantes et que, dans certaines parties du Territoire, des langues exogènes d'origine bantoue sont d'usage courant.

Langues ou dialectes utilisés en Somalie ont un trait commun: ils ne s'écrivent pas.

En dehors des langues européennes, et tout spécialement de l'italien, la seule langue écrite répandue en Somalie, est l'arabe.

La géographie et des traditions séculaires l'ont établie comme la langue des rapports économiques, comme langue de culture et comme langue sacrée.

La Somalie, pourrait-on dire, tourne le dos à l'intérieur du continent africain. C'est avec le monde arabe, avec le monde de l'Islam que se sont établis naturellement les courants d'échange de toute nature.

N'importe-t-il pas à l'avenir de ce pays que sa langue officielle, sa langue écrite, au lieu de l'enfermer sur lui-même, lui permette d'entretenir avec le monde extérieur et, singulièrement avec cette part du monde vers laquelle l'esprit et l'intérêt l'attirent, des rapports politiques et économiques aisés.

L'Accord de tutelle ne fait autre chose que constater une situation dont il demande le respect. Si l'article 8 des principes constitutionnels proclame la liberté des cultes, l'article 4 de l'Accord prévoit l'instauration d'un système d'enseignement qui tienne dûment compte de la culture et de la religion islamique.

Le Conseil a pu constater combien la connaissance de la langue arabe est déjà répandue dans les milieux somalis. Toutes les communications qui lui ont été adressées jusqu'à ce jour sont rédigées dans cette langue.

Il est intéressant de noter également que l'adoption généralisée de l'arabe n'a pas compromis l'éclosion sur place de certaines manifestations originales de culture, dans le domaine des arts, par exemple.

Pour toutes ces raisons, le Conseil concevrait difficilement l'adoption d'un alphabet qui viendrait se fixer sur la phonétique somalie et dont l'adoption à titre officiel poserait un nombre considérable de problèmes techniques, parmi lesquels l'un des plus sérieux serait la nécessité de réduire toute la classe cultivée, problème nouveau, ajouté sans utilité évidente à celui déjà

si complexe de la suppression de l'analphabétisme.

Un inconvénient plus grave serait le risque de compromettre le but essentiel de l'Accord de tutelle, c'est-à-dire l'édification en dix années d'un Etat qui possède, avec les moyens de l'indépendance, ceux d'une présence internationale.

Car l'adoption d'un alphabet laisse supposer l'adoption de la langue somalie comme langue officielle d'enseignement.

Cette adoption pourrait être la conséquence d'une enquête menée parmi la population. En cette matière, la valeur d'un plébiscite étendu pourrait être contestée. Si les consultations dépassaient le cadre des milieux cultivés, comment reconnaître que des analphabètes puissent percevoir les incidences présentes et les conséquences lointaines d'un choix dans ce domaine.

Le Conseil vous demande de tenir les idées qui viennent d'être exposées, comme l'expression d'un avis préalable. Il nous paraît nécessaire, avant de formuler une réponse définitive, d'élargir les bases d'information dont nous disposons actuellement pour une visite du pays.

Nous avons la conviction que les contacts pris à cette occasion nous permettront de percevoir la mesure et le rythme selon lesquels les principes posés par l'Accord de tutelle en matière de décentralisation et d'enseignement peuvent s'appliquer de la manière la plus conforme aux intérêts des habitants du Territoire.

(Signé) E. de Holte-Castello

Président p.i. du Conseil consultatif  
des Nations Unies pour le Territoire  
sous tutelle de la Somalie sous  
administration italienne.

ANNEXE V

(texte original: français)

EXTRAIT DU COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 5EME SEANCE

DU CONSEIL CONSULTATIF, TENUE A MOGDICHOU LE 31 MAI 1950.

Présents:

Président: M. Talaat Mohamed RAGHEB (Egypte);

Membre: M. E. de HOLTE-CASTELLO (Colombie);

Secrétariat: M. E. RANSHOFEN-WERTHEIMER (Secrétaire principal).

III.- Demande d'avis présentée par l'Autorité chargée de l'Administration au Conseil consultatif (A/AC.33/R.2 et A/AC.33/R.3).

11. M. de HOLTE-CASTELLO (Colombie) demande l'insertion au compte rendu analytique, dans les termes les plus précis possibles, de la déclaration qu'il va faire maintenant sur une question d'ordre essentiellement politique.

12. L'Administration ayant demandé l'avis du Conseil sur deux problèmes, celui de la langue d'enseignement et de l'alphabet, et celui de la constitution d'un Conseil territorial, le représentant de l'Egypte, Rostem Bey, et le représentant de la Colombie s'étaient mis d'accord sur le sens et la portée de la réponse à donner à l'Autorité chargée de l'administration.

13. C'est en vertu de ce complet accord et par application de l'article 42 du règlement intérieur, selon lequel le Président représente le Conseil dans ses relations officielles avec l'Autorité chargée de l'administration, qu'une réponse préalable a été donnée à la question relative à l'enseignement. Il tient à souligner la clarté et le sens impératif de l'expression anglaise "shall represent" en français "représente" le Conseil.

14. Le représentant de la Colombie déclare ensuite qu'il tient à rendre claire la position qu'a prise son Gouvernement en ce qui concerne la situation des

délégués de la Colombie dans les Conseils et Commissions des Nations Unies.

15. Parmi les personnes chargées de fonctions aux Nations Unies, on peut distinguer celles dont la nomination dépend exclusivement de la volonté du pays dont ils ont mandat global pour le représenter dans une position déterminée. Dans ce cas, il est normal que le lien du représentant soit double, national et international, et on peut dire qu'il est de seconde instance en ce qui concerne l'organisation internationale, cependant que sa position engage en premier lieu le pays qu'il représente et que ce pays lui donne une garantie pour l'accomplissement d'une mission déterminée.

16. Dans le cas qui nous occupe, il ne faut pas confondre le choix de la Colombie pour occuper un des trois sièges du Conseil consultatif avec la charge dont le Gouvernement national investit un fonctionnaire du service extérieur pour occuper ce poste.

17. Cette charge est l'origine d'un lien dont l'existence se manifeste constamment par exemple dans le devoir d'un gouvernement de soutenir son représentant dans n'importe quel domaine destiné à l'accomplissement des fins attribuées par l'Assemblée générale à sa mission. Il est clair toutefois que l'existence des administrations sous tutelle établit des relations entre Etats et que les pays administrateurs, ou chargés d'aider l'Administration, s'engagent dans un compromis d'ordre moral et politique avec le Territoire sous tutelle. Cette obligation ou ce compromis, le pays l'exécute par l'intermédiaire de son représentant.

18. De plus, le Gouvernement national a le droit de changer son représentant au Conseil, ce qui prouve l'existence d'une relation directe de dépendance de la part de celui-ci.

19. Etant donné la rédaction de l'article 42 et la position prise par le



Gouvernement de la Colombie, et pour éclaircir n'importe quel doute de qui que ce soit sur la position prise lors de la réponse à l'Autorité chargée de l'administration, il est évident que le Président est responsable exclusivement devant le Conseil, et qu'en ce qui concerne les vues politiques qui engagent cette opinion, le représentant de la Colombie est exclusivement responsable devant le Gouvernement de la Colombie.

20. Il demande ensuite l'accord du Président sur la forme selon laquelle a été faite à l'Administration italienne la réponse préalable en matière d'enseignement. Quand au fond, en effet, il n'a fait qu'exprimer des idées sur lesquelles il s'était pleinement mis d'accord avec le précédent représentant de l'Egypte, Rostem Bey.

21. M. RAGHEB (Président) remercie le représentant de Colombie de sa déclaration et ajoute qu'il s'associe au nom de son prédécesseur, à la lettre adressée à l'Administrateur de la Somalie.

Cette lettre est une réponse préalable aux deux questions qui avaient été soumises à l'avis du Conseil; elle n'a fait qu'affirmer le point de vue de son prédécesseur. Il est lui-même d'accord avec ce qui a été dit sur l'esprit de collaboration qui doit animer les rapports avec l'Administration italienne, et sur l'évolution culturelle du peuple somali.

#### ANNEXE VI

(Texte original: italien)

DECLARATION FAITE LE 12 MAI 1950 A LA PRESSE PAR

AMIN ROSTEM BEY, PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSULTATIF

(PUBLIÉE LE 15 MAI 1950 DANS LE CORRIERE DELLA SOMALIA).

Avant-hier, Son Excellence Rostem Bey, représentant de l'Egypte au Conseil consultatif pour la Somalie, a exprimé le désir de rencontrer tous les

représentants de presse à Mogdichou, afin de faire une déclaration avant son départ pour le Caire où, ainsi que nous l'avons annoncé antérieurement, il s'est rendu pour consulter son Gouvernement.

Son Excellence a fait les intéressantes déclarations suivantes qui révèlent non seulement des sentiments très amicaux à l'égard de l'administration italienne - ce qui augure bien d'une fructueuse collaboration dans l'avenir - mais elles décrivent également l'oeuvre accomplie par l'éminent diplomate égyptien pour amener en contact les diverses factions politiques somali.

Cette activité que nous connaissions déjà a été tout particulièrement précieuse dans la mesure où elle a guidé les efforts des éléments plus responsables des principaux groupes politiques et les autorités compétentes de l'administration l'ont suivie et appuyée de très près.

S.E. Rostem Bey a déclaré qu'il a pensé, lors de son arrivée en Somalie que la meilleure façon de faire disparaître la tension qui existait entre les divers groupes politiques, était de veiller tout d'abord à ce que les chefs des tribus et les dirigeants des partis politiques se rencontrent et travaillent ensemble.

Dans cette intention, il a commencé par leur parler séparément, tranquillement et patiemment. Il s'est bientôt rendu compte qu'ils ignoraient complètement la signification de l'administration de tutelle et d'un accord de tutelle. Ils ne connaissaient rien de la question et n'étaient nullement préparés à la situation.

Son Excellence répondant à une question, a déclaré qu'il ne s'était pas contenté de rencontrer les chefs des tribus et des partis à Mogdichou mais qu'un grand nombre de personnes venant de l'intérieur du pays et de localités comme Buracaba, Baïdoa, Kismayo et Gallacalo étaient également venus le voir.

Le travail qu'il avait dû faire avait été long et avait exigé beaucoup de patience; il n'avait manqué aucune occasion de rencontrer des Somalis et de s'entretenir avec eux. Très souvent il avait pris la parole à la mosquée, après la prière. Il s'était également rendu au siège des partis politiques et avait poursuivi ses efforts jusqu'à ce qu'il ait obtenu leur promesse de se rencontrer. Il a fait appel à leur foi religieuse. En tant que musulman s'adressant à des musulmans, il s'est souvent rapporté aux enseignements du Coran et leur a dit, par exemple, que si le Prophète avait enseigné qu'il fallait se montrer bon envers les infidèles et les idolâtres quand on avait affaire avec eux, il était impie que les musulmans tuent leurs frères parce qu'ils avaient d'autres opinions politiques.

Après les incidents de Baïdoa, lorsque la communauté arabe l'avait invité à assister à une réception en son honneur, il avait refusé parce que, a-t-il expliqué, il a estimé qu'il était en deuil puisque quelques-uns de ses frères étaient morts ce jour-là. Il a toutefois assisté à la réception et a fait un discours aux assistants, sans prendre part aux réjouissances.

Le point culminant de ses efforts a été, le vendredi après-midi précédent, une réunion au Lido de représentants de la Ligue de la jeunesse somalie de la Conférence somalie et du club de la jeunesse Hamar.

La communauté arabe n'a pas pris part à cette réunion mais, plaçant sa confiance en Rostom Bey, s'est engagée à accepter les décisions prises par les Somalis. Ceux qui ont participé à la réunion n'avaient certainement pas fait disparaître leurs divergences d'opinions, mais c'était déjà un grand pas en avant que de les avoir fait se rencontrer, se tendre la main et promettre sur le Coran de se rencontrer à l'avenir pour échanger leurs idées et leurs opinions. Le fait qu'ils soient arrivés au Lido séparément dans leur voiture mais qu'ils

en soient partis mélangés et rentrant chez eux dans un état d'esprit amical est significatif.

A cette occasion, quelques-uns des assistants ont exprimé la crainte d'être pris pour des traîtres par les membres de leurs partis qui les verraient dans la compagnie de leurs adversaires. Roston Bey leur a répondu qu'il comprenait ce sentiment mais qu'ils devraient s'efforcer d'expliquer à leurs amis la nécessité de rencontrer ceux qui ont des opinions opposées et de maintenir le contact avec eux. Il leur a également dit qu'il jugeait absurde l'existence de divergences d'opinions aussi graves parmi les Somalis maintenant que le pays devait se trouver pendant dix ans sous une administration de tutelle. Il a comparé la question au cas d'une entreprise agricole en cours de développement et qui devait être rendue à ses propriétaires après avoir été mise en état de production. "Il est inutile de se livrer maintenant à des querelles" dit-il, "il vaut mieux laisser travailler ceux qui sont chargés de mettre la ferme en valeur. Au bout de dix ans, quand ils auront repris la ferme, les propriétaires pourront alors discuter de la meilleure manière de régler les choses."

Répondant à quelqu'un qui lui demandait si les Arabes ne craignaient pas que les Somalis les chassent de la Somalie, Roston Bey a répondu qu'il avait entendu des bruits en ce sens, mais qu'il avait déjà expliqué aux Arabes que leurs droits étaient garantis par l'Accord de tutelle. Il avait conseillé aux Somalis de considérer d'autres nations, l'Egypte par exemple, où des musulmans, des chrétiens, des israélites et des gens de toutes les nationalités vivent paisiblement ensemble et sont tous égaux devant la loi.

A la question de savoir s'il est exact que les Somalis éprouvent de l'animosité à l'égard des Arabes, parce que ceux-ci possèdent tout le commerce

du territoire, il a répondu qu'il avait aussi entendu de cela, mais qu'il avait dit aux Somalis que c'était leur faute s'ils n'avaient pas réussi à diriger le commerce. Il faut travailler la terre pour la faire produire.

On a alors demandé à Rostem Boy ce qu'il pensait de l'administration de la tutelle par l'Italie et quelles étaient ses chances de réussir dans sa tâche. Il a répondu qu'il était sûr que l'administration italienne réussirait, surtout sous la direction d'un homme comme l'ambassadeur Fornari.

Il a dit qu'il pouvait parler en connaissance de cause de l'administration de tutelle italienne car il se trouvait à Genève quand elle a été créée et avait pris part aux débats. C'est là qu'il a rencontré le sous-secrétaire Brusasca.

Il estime que l'Ambassadeur s'est lancé de tout son cœur dans cette tâche; c'est un homme nouveau, qui a des principes démocratiques, un esprit ouvert et qui désire vivement laisser derrière lui en Somalie une tâche bien faite.

Rostem Boy a conclu ses déclarations en disant:

"Mes relations personnelles avec l'ambassadeur Fornari sont telles que j'ai l'impression que nous travaillons ensemble et que nous nous connaissons depuis vingt ans, bien que je ne l'aie jamais rencontré auparavant. Nous nous comprenons très bien et je puis dire que très souvent nous n'avons même pas besoin de parler pour avoir la même pensée. Nous nous comprenons parfaitement."

ANNEXE VII

DESCRIPTION GENERALE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA SOMALIE SOUS

ADMINISTRATION ITALIENNE

I.- La population, sa composition et sa structure politique et sociale

1. Les indications qui suivent ont été obtenues en utilisant le rapport de la Commission d'enquête des Quatre Puissances, complété par des renseignements plus à jour fournis par l'administration de tutelle italienne. Certaines des statistiques relatives à la population publiées dans le rapport diffèrent de celles communiquées par l'administration et, dans ces cas, les deux séries de chiffres ont été données, les chiffres entre parenthèses étant ceux de l'administration.

La population et sa composition

2. La population du Territoire sous tutelle est évaluée à 971.000 (992.500) habitants sur lesquels environ 940.000 (977.200) sont d'origine autochtone. On peut la subdiviser approximativement de la manière suivante:

i) Tribus principales:

a) Tribus Darot, Hawiye et Dirr comptant environ 560.000 (572.000) personnes. Ce sont surtout des nomades, bien que les Dirr et un petit nombre des Hawiye se soient mis à l'agriculture mixte. Ils parlent somali;

b) La tribu Sab, comptant environ 292.000 (286.000) personnes, se livrant à l'agriculture mixte. La plupart d'entre elles parlent le sab, dialecte très voisin du somali et sont de même race avec peut-être quelque mélange d'éléments négroïdes.

## ii) Populations négroïdes:

Ces populations se livrent à l'agriculture simple le long des cours d'eau et comptent 44.000 (70.000) personnes. Elles utilisent les langages de leurs voisins, à l'exception de celles qui vivent le long du Juba où les Gosha parlent un dialecte bantou.

## iii) Tribus dites de caste inférieure:

Elles comptent environ 17.000 personnes disséminées parmi les autres tribus, chassant, faisant du tissage, travaillant le fer, et accomplissant des travaux domestiques.

## iv) Arabes-Somalis:

Au nombre de 19.000, ils sont surtout agriculteurs; quelques-uns font de l'élevage ou se livrent à la pêche.

v) Huit mille personnes environ ne rentrent dans aucun des groupes ci-dessus.

## vi) Population des villes et des villages

Elle est évaluée à environ 170.000 personnes, dont 74.000 (68.850) environ vivent à Mogdichou. Environ 142.000 d'entre elles sont d'origine autochtone et on pense qu'elles proviennent des groupes de tribus suivants:

Darot, Hawiye et Dirr .....	75.000
Sab .....	38.000
Négroïdes .....	9.000
Tribus dites de caste inférieure .....	3.000
Arabes-Somalis .....	17.000

## vii) La population étrangère

Cette population est peu importante et a approximativement la composition suivante:

a) Les Arabes, au nombre de 25.000 (12.000) environ surtout marchands

et commerçants, quelques-uns pourtant utilisent les méthodes de culture modernes;

b) La population italienne, évaluée à 10.000 en 1939, comptait 3.714 personnes en 1948 et a augmenté depuis;

c) On compte environ 1.000 (650) Indiens et un petit nombre d'Ethiopiens, d'Erythréens et autres.

#### Structure sociale et groupes constituants

3. Les habitants nomades sont subdivisés en trois principaux groupes de tribus: Darot, Hawiye et Dirr, eux-mêmes subdivisés en tribus et divisions plus petites des tribus dites "sous-tribus", "sections" et "rers" (familles). La partie d'une tribu qui verse et reçoit le prix du sang (dia) constitue l'unité sociale. Les tribus nomades ont des chefs qui sont choisis suivant le cas par les tribus, sous-tribus ou sections. Dans le cas des chefs supérieurs, toutefois, la succession est habituellement héréditaire, si la tribu y consent. La nomination des chefs élus est confirmée par l'administration. Les décisions importantes concernant la vie de la tribu sont prises ou confirmées au "shar" ou Conseil de la tribu auquel tous les membres de la tribu peuvent assister et prendre la parole, bien qu'une importance spéciale soit attachée à l'opinion des Anciens.

4. La Confédération Sab et les Abgal correspondent aux plus importantes des tribus qui se livrent à l'agriculture mixte. L'organisation de leurs tribus est semblable à l'organisation que l'on vient de décrire, mais, du fait qu'elles ont des agglomérations permanentes, leur politique est plus organisée que celle des tribus nomades. Chaque sous-tribu est dirigée par un chef dont le choix fait par la tribu est confirmé par l'administration. Il est aidé et guidé par un Conseil des Anciens. Le Chef et le Conseil



règlent les questions comme la répartition des terres (qui sont la propriété de la tribu), la répartition de l'eau et le règlement des différends à l'intérieur de la tribu.

5. Les agriculteurs sédentaires sont pour la plupart négroïdes. Ils sont organisés en tribus mais leurs villages constituent la base de leur vie sociale. Ils ont des chefs et des conseils de villages, choisis par eux-mêmes et confirmés par l'administration.

6. En ce qui concerne la population urbaine autochtone, les habitants autochtones permanents de Mogdichou échappent dans une certaine mesure à l'organisation en tribus, mais il existe des "groupes qui payent le prix du sang". Les membres d'une même tribu ont des liens de sympathie et s'aident réciproquement quand ils se trouvent dans des situations difficiles. Les Rer Hamar de Mogdichou, d'origine arabe-somali, constituent un groupe dont les membres sont liés par des intérêts communs et qui est organisée comme une tribu "urbaine". De même, les habitants de Brava, qui parlent un dialecte bantou, forment un groupe distinct.

7. La législation italienne prévoyait avant la guerre des organismes consultatifs, consistant en réunions de chefs, de zones et de districts avec les Commissaires de districts. Il y avait une série de conseils municipaux qui percevaient des impôts et fixaient les dépenses correspondantes. L'administration britannique en 1946 a organisé des Comités consultatifs de zones et de districts composés d'environ quinze chefs et notables désignés par les autorités. En 1947, des conseils provinciaux, composés de quinze membres élus par les conseils de zones et de districts furent constitués. Ces conseils avaient un caractère purement consultatif et étaient dépourvus de pouvoirs exécutifs.

8. Les chefs ont un triple rôle. Ils ont le pouvoir de régler les questions

intérieures intéressant la tribu, ils représentent la tribu devant l'administration et jouent à l'intérieur de la tribu le rôle d'agents de l'administration. Les plus importants d'entre eux reçoivent un petit traitement pour leurs services à ce dernier titre.

Les partis politiques et autres organisations

9. La Commission des Quatre Puissances a rassemblé les renseignements suivants sur les partis politiques et autres organisations existant dans le territoire:

i) Ligue de la jeunesse somalie

Déclare avoir 93.000 membres et 300.000 sympathisants avec siège à Mogdichou et 79 sections locales. L'un des objectifs déclarés de la Ligue est l'union de tous les Somalis en général; et de la jeunesse en particulier avec la répudiation de tous les préjugés nuisibles comme, par exemple, les distinctions de tribu, race et religion, etc.

ii) Club de la jeunesse Hamar

Déclare avoir 1.587 membres parmi la jeunesse hamar de Mogdichou. Conformément à ses statuts, le club ne poursuit par d'objectif politique.

iii) La Conférence somalie affirme représenter les organisations suivantes qui déclarent avoir entre elles 180.000 membres et 360.000 sympathisants:

a) L'Union patriotique de bienfaisance déclare avoir 80.788 membres à Mogdichou et des sections en dehors de la ville. L'Union comprenait au début de nombreux Arabes, mais ceux-ci l'ont quittée après les émeutes arabes-somalis d'octobre 1947.

b) Hisbid Dighil Mirifle déclare avoir 60.871 membres et 300.000 sympathisants. Cette organisation s'occupe surtout des tribus Dighil et Mirifle (qui font partie des tribus Rahan Mein).

- c) Union des Africains de Somalie déclare avoir 5.000 membres.
- d) Association de la jeunesse Abgal de Somalie déclare avoir 30.000 membres et qui est limitée aux tribus des Abgal, avec deux sections locales en dehors de Mogdichou.
- e) Les Anciens combattants, dont l'organisation n'était pas encore constituée à l'époque de la visite de la Commission des Quatre Puissances, déclarent représenter l'opinion de 25.000 vétérans, 5.000 familles de tués et 700 blessés.
- f) La Eidait al Islam Shidle et Mobilen, déclare avoir 10.818 membres inscrits, ainsi que leurs familles, soit au total 60.000 personnes et six sections locales en dehors de Mogdichou. Ce parti a pour programme la protection des tribus Shidle et Hibilen.
- g) L'Union bimal, déclare représenter 300 membres de la tribu bimal;
- iv) Le Comité progressiste somali, dépendrait de la Conférence somalie, selon cette dernière, mais on n'a reçu sur lui que très peu de renseignements;
- v) Il y a sept partis politiques italiens affiliés aux partis correspondants de la métropole. En 1947, un Comité représentatif italien a été constitué pour représenter devant la Commission des Quatre Puissances les Italiens résidant en Somalie;
- vi) La Communauté arabe, déclare représenter la totalité de la population arabe du Territoire et l'Association des jeunesses autochtones déclare représenter 1.800 membres;
- vii) L'Association indienne ne prend pas part à la vie politique locale;
- viii) L'Association de la jeunesse éthiopienne ne poursuit pas de buts politiques.

10. En ce qui concerne les organisations professionnelles et les syndicats, les syndicats européens du Territoire n'exercent pas d'influence réelle en raison du petit nombre de leurs membres et il n'existe pas de syndicats autochtones. Il existe une Chambre de commerce dont le siège est à Mogdichou et au sein de laquelle les membres européens sont en majorité.

## II.- Structure économique actuelle

11. Les renseignements contenus dans la présente section sont tirés en partie du rapport de la Commission d'enquête des Quatre Puissances et en partie des passages prêts pour la publication, du rapport annuel de l'administration britannique en Somalie pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1949.

## Ressources naturelles

12. Près de la moitié du Territoire est constituée par des terres incultes. Les pâturages recouvrent 80 pour 100 environ de l'autre moitié, et le reste est cultivé. L'élevage constitue donc le principal moyen d'existence des trois quarts environ de la population totale.

13. Deux types d'agriculture sont pratiqués dans le Territoire; l'agriculture de type européen qui suit étroitement les rives des deux principaux cours d'eau, en vue de l'irrigation artificielle, et l'agriculture de type indigène qui compte généralement sur les précipitations atmosphériques ou les autres modes d'irrigation naturelle. Deux cours d'eau seulement traversent ce Territoire, le Webbi Shebelle (débit maximum 120 à 200 mètres cubes) et le Juba (débit maximum 600 à 700 mètres cubes). Tous deux ont leurs sources dans les montagnes de l'Abyssinie méridionale.

Les superficies cultivées par les Européens, bien que moins étendues que celles qui sont cultivées par les autochtones, jouent un rôle important

dans l'économie du pays. C'est sur ces terres qu'on cultive la canne à sucre, les bananes et le coton, qui sont les seuls produits agricoles exportés sur une base commerciale. Le maïs et le millet, cultivés surtout par les autochtones, ont dans les bonnes années, un rendement suffisant pour répondre aux besoins locaux. Les principales cultures du Territoire sont le maïs le millet les graines oléagineuses, la canne à sucre, le riz, les fruits et les légumes.

14. Les forêts ne recouvrent qu'une faible superficie et ne sont pas exploitées commercialement. Les produits des essences aromatiques provenant du Territoire constituent une part importante des approvisionnements mondiaux de ces produits, mais ils ne représentent qu'une faible valeur absolue et ne jouent, par conséquent, qu'un rôle limité dans l'économie de la Somalie italienne.

15. Il y a un certain nombre de bonnes zones de pêche, notamment au large de la côte du Hijertein.

16. La prospection n'a relevé ni ressources minières importantes, ni gisements de charbon ou de pétrole.

#### Commerce et industrie

17. Lors de la déclaration de guerre, le Territoire possédait un nombre assez important d'entreprises industrielles, principalement des entreprises de transport et de construction, ainsi que des industries légères utilisant les produits locaux. Parmi ces dernières, il convient de mentionner notamment les salines Danta, dans la province de Hijertein, qui exportaient en 1939 plus de 150.000 tonnes de sel.

L'activité d'un certain nombre d'industries légères du Territoire, notamment celles qui se rattachaient aux transports, était liée à l'incorporation de l'Ethiopie en tant qu'unité économique dans l'ensemble des

possessions italiennes d'Afrique orientale. Durant la période initiale de l'occupation britannique, alors que la guerre se poursuivait, les autorités, pour faire face aux besoins de guerre, ont réquisitionné l'équipement et le matériel y compris celui des salines, ainsi que l'outillage agricole et le matériel roulant du chemin de fer de Mogdichou à Villabuzzi. La situation économique s'est aussi altérée par suite de la diminution de la population italienne.

18. La valeur du commerce extérieur a diminué par rapport aux chiffres d'avant-guerre et, bien que cette baisse résulte de la situation actuelle, il n'en demeure pas moins que le pays a toujours eu une balance commerciale largement déficitaire, même avant la guerre lorsque le port de Mogdichou tirait des ressources de la manutention d'une grande partie des marchandises destinées à l'Ethiopie.

19. Avant la guerre, le Gouvernement italien comblait le déficit de la balance des paiements. Le Gouvernement britannique a été contraint de faire face au déficit pour la période d'occupation, bien qu'en l'occurrence les sommes aient été moins importantes.

Le montant des subventions pour les quatre années ayant pris fin le 30 juin 1947, s'est élevé à 433.031 livres; en 1948 il a été de 276.864 livres, en 1949 de 291.085 livres et les besoins ont été évalués à 418.000 livres pour 1949/50.

20. L'Administration britannique pense qu'il est possible de faire disparaître la situation défavorable de la balance commerciale, ou du moins de réduire considérablement le déficit en engageant d'importantes dépenses de capitaux notamment pour le développement du système d'irrigation du Webbi Shebelle et en utilisant pour la production d'énergie le cours rapide du Juba.

21. En outre, on a jugé qu'il convenait de réduire le coût actuellement élevé de la production et des transports et d'améliorer les méthodes agricoles, notamment en perfectionnant les procédés de séchage et de préparation des peaux, si l'on voulait équilibrer la balance commerciale du Territoire. Les exportations vers l'Italie de produits tels que les bananes et le coton ont marqué une augmentation encourageante.

Les chiffres suivants donnent le total des importations, des exportations et des réexportations pour les années 1945 à 1949.

<u>Année</u>	<u>Total des importations</u>	<u>Total des exportations et réexportations</u>	<u>Déficit de la balance commerciale</u>
	Livres	Livres	Livres
1945	770.249	230.266	589.983
1946	983.031	441.955	541.076
1947	1.113.816	692.545	421.271
1948	1.113.423	780.501	332.922
1949	1.378.477	878.964	499.513

#### ANNEXE VIII

#### RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR L'AUTORITE CHARGÉE DE L'ADMINISTRATION AUX TERMES DU PROJET D'ACCORD DE TUTELLE

Note du Secrétariat. Conformément à l'article 44 du règlement intérieur du Conseil consultatif, le Secrétaire principal a l'honneur de communiquer ci-joint, aux représentants du Comité consultatif, un projet de circulaire destiné aux commissaires de district et de province, adressé le 21 juillet 1950 par l'Administrateur au Président du Conseil consultatif.

Dans sa lettre d'envoi, l'Administrateur faisait les observations

ci-après:

"... J'ai l'intention de créer des Conseils de districts afin de permettre aux autorités locales (commissaires de district) de l'Administration italienne de profiter des conseils d'un organe consultatif, ce qui aurait pour effet de resserrer la collaboration entre la population autochtone et l'Autorité chargée de l'administration et aussi bien d'encourager le progrès politique du peuple.

"J'ai par conséquent rédigé le projet de texte d'une circulaire qui doit être adressée à tous les commissaires de district et de province. Je joins à la présente un exemplaire de ce projet, car je tiens que vous-mêmes et vos collègues du Conseil consultatif en prennent les premiers connaissance."

Aux commissaires de district et de province

Objet. - Conseils de district

Il y a toujours eu en Somalie des Conseils de district qui ont d'abord été des organismes de fait, dont la nécessité découlait d'exigences politiques et sociales et que nos anciens administrateurs, faisant preuve de bon sens, avaient admis; puis les Conseils de district ont été incorporés à l'organisation juridique et politique de l'Afrique orientale italienne.

Leurs fonctions et leur mandat n'ont jamais été nettement définis; leurs membres préféraient se fier au jugement des commissaires de district pour trancher, conformément aux traditions, aux coutumes et aux exigences du pays, toutes les questions se rapportant à la constitution, à la convocation et aux attributions des conseils.

Il convient de noter que l'imprécision de cette méthode présentait



des avantages indéniables puisqu'elle permettait au Conseil de s'adapter à toutes situations particulières, si variées fussent-elles. Néanmoins, de nombreux commissaires de districts, qui ne comprenaient pas l'importance politique de ces institutions, avaient tendance à les négliger lorsque même ils ne s'en désintéressaient pas entièrement.

Je propose maintenant de réinstituer ces conseils et de les adapter à la situation politique de la Somalie en leur donnant un champ d'action aussi vaste que possible.

En fait l'Accord de tutelle nous impose, de manière bien déterminée, d'encourager le développement d'institutions politiques libres et de favoriser l'évolution de la population en lui faisant jouer un rôle plus grand dans les diverses institutions administratives du pays.

Vous vous rendrez compte, sans aucun doute, que les Conseils de district peuvent devenir un moyen des plus efficaces d'éducation politique, étant donné qu'ils peuvent d'une part pousser la population autochtone à s'intéresser davantage aux questions politiques, administratives et économiques du pays et, d'autre part, faire participer les éléments autochtones à l'administration.

Les Conseils de district se composeront de:

- a) Tous les chefs et anciens appointés;
- b) Les chefs de village et les chefs de marché (Capi paaso et Capi mercati) qui ne perçoivent pas de rémunération;
- c) Les secrétaires de section et, dans le cas de Hoggichou, les présidents des partis politiques agréés;
- d) Des personnalités éminentes du territoire, dont le nombre ne peut dépasser celui des chefs et anciens appointés et qui seront choisis par voie de référendum pour leur culture, leur instruction et leurs qualités

particulières.

Les membres du Conseil désignés à l'alinéa d seront nommés par le Commissaire de district, sous réserve de l'approbation du Commissaire de province, qui fera connaître à la Division de l'intérieur de l'Administration les noms des personnes nommées membres du Conseil.

Leur mandat sera d'une durée d'un an.

An cas de décès ou d'invalidation d'un ou de plusieurs membres (pour indignité morale, condamnation à une peine de prison, etc.), les sièges vacants seront attribués de la même manière que celle employée pour les nominations initiales.

Les Conseils de district seront appelés à étudier les questions ci-après, mais n'auront, pour le moment du moins, que voix consultative:

- a) Toutes les questions ayant trait à l'agriculture, au gros et au petit élevage, aux pêcheries et au développement économique du territoire;
- b) Les questions d'ordre général qui ont trait au commerce, à l'industrie, et à l'exploitation des ressources du pays;
- c) Les travaux publics, les communications, les programmes de construction, l'installation des marchés, etc.;
- d) Les problèmes d'ordre général qui ont trait à l'enseignement, à la santé publique et au travail (utilisation de la main-d'oeuvre, chômage, etc.);
- e) La détermination de tous les droits et impôts locaux et municipaux;
- f) Tous les problèmes soulevés par la délimitation des frontières;
- g) Toute modification aux coutumes locales qui se révélerait nécessaire (testur);
- h) Toutes les questions qui ont trait aux biens fonciers, à la répartition et à l'utilisation des terres des tribus;

i) Tous les accords entre collectivités d'un même district ou entre la population d'un district et celle d'un autre district, qui ont trait aux droits de pacage, de transhumance et de captation d'eau;

j) Toute question qui intéresse, soit l'ensemble, soit une fraction de la population.

Le Commissaire de district peut demander à sa discrétion l'avis du Conseil sur n'importe quelle question. Il peut aussi réunir un groupe du Conseil pour connaître son opinion sur telle ou telle question qui n'intéresse qu'une collectivité déterminée ou les habitants de l'agglomération principale.

Le Conseil de district doit se réunir au moins quatre fois par an et il est tenu de le faire avant que ne soit approuvé le projet de budget.

Dans des circonstances exceptionnelles, les Conseils de district peuvent se réunir de leur propre initiative, s'ils veulent soumettre aux Commissaires de district des questions d'extrême importance et d'intérêt général.

Les membres du Conseil ne percevront aucune indemnité de fonctions, mais s'ils doivent se réunir en un lieu éloigné de l'agglomération principale du district, ils recevront une indemnité quotidienne de six somali, et leurs frais de voyage leur seront remboursés.

Je prie les Commissaires de district de procéder sans retard à la constitution de ces conseils, de manière à pouvoir tenir la séance inaugurale le plus tôt possible et en tout cas le 15 août au plus tard.

L'Administrateur

## ANNEXE IX

## RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR L'AUTORITE CHARGÉE DE L'ADMINISTRATION AUX TERMES DU PROJET D'ACCORD DE TUTELLE

Conseil Territorial

Note du Secrétariat. Conformément à l'article 44 du règlement intérieur du Conseil consultatif, le Secrétaire principal a l'honneur de communiquer ci-joint aux représentants au Conseil consultatif, copie d'un mémorandum sur les résultats des consultations relatives à la composition du Conseil territorial auxquelles ont participé les représentants de la population somalie; ce mémorandum a été reçu par le Président du Conseil consultatif le 27 juillet 1950, sous couvert de la lettre de l'Administrateur dont le texte est reproduit ci-dessous.

"En réponse à votre lettre no. A/AC.33/R.3 du 17 mai 1950, j'ai l'honneur de joindre, pour information, à la présente un exemplaire du rapport sur les résultats des consultations que divers fonctionnaires de l'Administration italienne ont eues avec les chefs, anciens et dirigeants des divers partis et collectivités pour connaître les vœux de la population somalie sur la composition du Conseil territorial.

"Ces fonctionnaires ont exécuté l'enquête avec grand zèle, mais prise dans son ensemble, cette enquête ne nous permet pas de nous rendre très exactement compte des vœux de la majorité des habitants du territoire à ce sujet.

"Cela s'explique moins par les divergences d'opinion bien connues entre les personnes consultées que par le manque réel de formation politique, et cela montre malheureusement quelle tâche ardue et difficile l'Italie a entreprise quand elle s'est chargée d'enseigner à la population comment

se gouverner elle-même.

"Je crois néanmoins que si elles ne donnent pas de renseignements assez précis sur la méthode à suivre pour exaucer les souhaits de la population, les informations communiquées ci-après au Comité consultatif pourront néanmoins l'aider à se faire une opinion sur la question du Conseil territorial, opinion qui me sera très utile pour les décisions que je devrai prendre.

"Je suis heureux d'avoir l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Président et cher ami, l'expression de mes salutations les plus cordiales, etc."

Résultats des consultations relatives à la composition du Conseil territorial auxquelles ont participé les représentants de la population somalie.

Dans sa note A/AC.33/R.3 du 17 mai 1950, le Conseil consultatif, répondant aux demandes d'avis que lui avait adressées l'Administration italienne au sujet du Conseil territorial qui doit être institué conformément à l'article 4 de la Déclaration de principes constitutionnels jointe en annexe à l'Accord de tutelle pour le territoire de la Somalie, s'est réservé le droit de ne faire connaître son opinion que lorsqu'il connaîtrait les résultats des consultations entre les organes régionaux de l'Administration et les chefs, notables et personnalités les plus importantes des partis et des collectivités. Le Conseil a fait observer que les résultats positifs de cette enquête lui permettraient de mieux se rendre compte de la mesure dans laquelle les solutions adoptées ailleurs pourraient être adaptées aux besoins du territoire.

En faisant connaître au Conseil consultatif les résultats des

consultations précitées qui viennent de prendre fin, il faut signaler qu'en dépit de la solennité que les autorités régionales avaient conférée à l'enquête parce que c'était la première fois que l'on essayait de faire participer les autochtones à l'étude de questions intéressant l'ensemble du territoire, il est apparu que certains éléments consultés ne se sont pas bien rendu compte du caractère du régime que l'on voulait instaurer et, par conséquent, ni du sens ni de l'importance de l'organe à constituer.

Par exemple, les tribus du territoire de Lugh Ferrandi n'ont pas manifesté un grand intérêt pour la question et n'ont jamais réagi à aucune proposition si ce n'est à celles qui pouvaient leur procurer immédiatement des avantages matériels. De même, parmi les populations du Bas-Webi Scebeli, un assez grand nombre de représentants se sont absolument refusés à débattre ce problème, se contentant de déclarer que l'Administration connaissait déjà les populations du territoire, leurs intérêts et leurs besoins, de sorte qu'il était absolument inutile de lui fournir d'autres avis.

Parfois, dans ce grand territoire, ont été avancées des propositions qui ne tenaient absolument pas compte des réalités de la situation actuelle non plus que des objectifs que l'on recherchait par la création de ce nouvel organe. Les représentants de la population de Belot Uon et de celle de Bulu Burti ont même proposé que le Conseil se compose de 400 à 700 membres, nombre calculé en pourcentage de la population totale du territoire; ces représentants ont prouvé par là qu'ils pensaient que le Conseil serait une tribune où débattre tous les différends sans importance qui surviennent chaque jour entre les tribus.

Néanmoins, il convient de noter que bon nombre des personnes interrogées et non pas seulement les plus éminentes d'entre elles, ont compris

la valeur de ce référendum et se sont en fait déclarées satisfaites, on leur nom personnel et au nom de la collectivité qu'elles représentaient, d'avoir été consultées par l'Administration et de voir que celle-ci voulait leur donner l'occasion d'exprimer leur opinion sur toutes les questions qui intéressaient l'ensemble de la collectivité.

Ces personnes souhaitent l'institution d'un organe consultatif composé d'autochtones qui aiderait l'administration centrale dans ses travaux et qui leur permettrait ainsi de répondre plus étroitement aux intérêts et aux besoins de la population.

Considérant toutefois que très peu d'autochtones sont vraiment préparés pour participer aux travaux d'une assemblée de ce genre et qu'en outre un Conseil n'aurait guère d'intérêt si le nombre de ses membres en rendait la convocation difficile et le fonctionnement incertain, la plupart des intéressés ont proposé des principes qui permettraient d'en limiter le nombre.

L'un de ces principes a été largement préconisé: il s'agit de nommer au moins un représentant de chaque district du territoire de manière que chaque province envoie autant de représentants qu'elle compte de districts, soit à composer le Conseil de 22 membres.

Ce principe a été finalement adopté après de longs débats, compte tenu de deux réserves formulées à cet égard notamment par les représentants des populations des territoires de Baïdoa et Bardera:

1. Il faut donner à la population de chaque district la satisfaction d'être représentée par la personne qui peut le mieux défendre ses intérêts au Conseil et tenir la population directement au courant de toutes les questions traitées.
2. Certains problèmes traités au Conseil peuvent n'intéresser qu'un seul

district. Par exemple, toutes les questions concernant la production et le commerce du millet (doura) présentent une grande importance pour le territoire de Baïdoa qui est appelé "le centre du millet" de la Somalie. Certains, cependant, et par exemple les représentants des populations d'El Bur, se sont demandés si dans certains districts où les divers éléments de la population diffèrent considérablement, tant par les traditions que par le nombre, il ne serait pas possible d'obtenir que, pour représenter tous les groupes, un seul représentant soit nommé et accepté par tous les chefs.

Dans les territoires de Benadir, de Haute-Juba et de Basse-Juba, la majorité a admis pour principe qu'il ne fallait pas représenter les groupes ethniques également, mais proportionnellement, c'est-à-dire que les principaux groupes ethniques de chaque district devaient pouvoir exprimer leur opinion selon leur importance numérique par l'entremise de un à quatre représentants.

Là où les personnes consultées ont manifesté les divergences d'opinion les plus sérieuses, c'est quand elles ont donné leur avis au sujet des principes à appliquer pour le choix des membres du Conseil.

L'unanimité s'est faite pour repousser tout système d'élections par suffrage, étant donné le manque d'instruction et de formation politique de la population. Deux manières de voir se sont fait jour, qui reflètent la tendance actuelle de la société somalie où les éléments progressistes s'efforcent de remplacer l'organisation tribale traditionnelle par une organisation territoriale.

Les représentants des partis politiques souhaitent que les membres du Conseil soient choisis parmi les membres des partis. Ils prétendent que ces derniers seraient plus qualifiés pour aider l'Administration à



accomplir la tâche que lui ont confiée les Nations Unies, étant donné qu'ils possèdent un certain degré de culture et souhaiteraient vivement que leur pays acquière son indépendance.

Par contre, les chefs et les notables ont signalé que ce principe sacrifierait les intérêts des populations de la brousse, qui constituent près des trois quarts de la population totale, au profit de ceux des habitants des centres urbains où se trouve la majorité des adhérents aux partis politiques. Cependant, la plupart des chefs et notables ont signalé que parmi les chefs des tribus "nobles", on trouve souvent des personnes très cultivées, ce qui leur permet de gouverner et de diriger leurs propres tribus, mais qu'elles n'ont pas les qualifications nécessaires pour débattre les problèmes généraux concernant le territoire; aussi ont-ils reconnu que dans le choix des membres du Conseil, le critère fondamental de "noblesse" de la tribu d'un candidat doit aussi entrer en ligne de compte, en même temps que les considérations de compétence personnelle telles que l'instruction, l'influence sur la population, la connaissance particulière des coutumes, habitudes et besoins des diverses collectivités.

Tous ont été d'avis qu'au moins au début de l'existence du Conseil, il ne fallait pas représenter les intérêts économiques des autochtones, étant donné qu'ils ne sont pas encore bien déterminés.

Le problème de la limitation du pouvoir discrétionnaire de l'Administrateur pour le choix des membres du Conseil n'a pas été soulevé.

Néanmoins, les Commissaires de district ont appelé l'attention des personnes interrogées sur le fait que même si l'Administrateur était seul compétent pour désigner les membres du Conseil, il avait l'intention de tenir compte des vœux de la population au sujet du choix de leurs représentants.

Certains groupes, comme par exemple celui de Bardora, ont immédiatement et à l'unanimité désigné leurs représentants.

Dans la plupart des cas toutefois, les populations préféraient demander au Commissaire de district de choisir, sur une liste de personnes désignées par les divers groupes du district, le ou les membres dont le nom serait proposé à l'Administrateur aux fins de nomination définitive.

Finalement, on a proposé, pour que les membres du Conseil soient judicieusement choisis, de procéder à une nomination en deux temps.

Les tribus "nobles" de chaque district désigneraient leurs représentants; ceux-ci choisiraient ensuite par cooptation certains candidats, moins nombreux, dont un serait nommé par l'Administrateur.

